

NATIONALRAT

Kommission für auswärtige Angelegenheiten

HAUPTPROTOKOLL /
PROCES-VERBAL GENERALder Sitzung vom 29. Mai 1991, 16.00 - 18.30 Uhr und vom
30. Mai 1991, 8.00 - 12.25 Uhr, in Bern, Parlamentsgebäude,
Zimmer 3TAGESORDNUNG /
ORDRE DU JOUR

1. 91.004 n Internationale Menschenrechtspakte. Beitritt
der Schweiz
Berichtigung des Protokolls vom 12.2.91
2. 91.016 sn Europarat. Bericht des Bundesrates
3. 91.007 sn Europarat. Bericht der Schweizer Parlamentarier
Delegation
(Siehe Teilprotokoll 1 - Voir procès-verbal particulier 1)
4. 91.076 s Auslieferungsvertrag mit den Vereinigten
Staaten von Amerika
(Siehe Teilprotokoll 2 - Voir procès-verbal particulier 2)
5. 91.404 Pa. Iv. Reform der Aussenpolitik (Zbinden Hans)
- Anhörung des Initianten
- Beschlussfassung über das weitere Vorgehen
6. Osteuropa-Seminar (Bulgarien / Ungarn)
7. Stand der EWR-Verhandlungen
8. Die Lage im Nahen- und Mittleren Osten
nach dem Golfkrieg
9. Verschiedenes
(Siehe Teilprotokoll 3 - Voir procès-verbal particulier 3)

TEILNEHMERINNEN /
PARTICIPANTSPräsident: H. BundiAnwesende Mitglieder: Auer, Bär, Bircher Silvio, Burckhardt,
Cevy, Dietrich, Euler, Frey Walter (30.5), Grendelmeier,
Loretan (29.5.), Mühlemann, Petitpierre, Revaclier, Rychen
(30.5.), Segmüller, Wyss Paul (30.5.), Ziegler (30.5.), Zbinden
Paul (29.5.)Weitere Teilnehmer:

H. Bundesrat Felber, Vorsteher EDA

H. Schaller, Generalsekretär EDA

H. Godet, Stv. Direktor, Direktion für Völkerrecht, EDA

H. Vigny, Leiter des Dienstes für Menschenrechte, Direktion
für Völkerrechte, EDA

H. Würsch, Bundesamt für Justiz, EJPD
(übrige Teilnehmer siehe Teilprotokolle - pour les autres
participants voir procès-verbaux particuliers)

Entschuldigt: Bäumlín, Grassi, Portmann, Rohrbasser

Sekretariat: H. Aebi

Protokoll: Mme Baessler (f), H. Marbet (d)

- 1 -

1. 91.004 n Internationale Menschenrechtspakte. Beitritt der Schweiz

Präsident: Wir behandeln heute die Traktanden 1 - 3 sowie 6. Morgen bleiben somit noch die Traktanden 4 - 5 sowie 7 - 9.

M. Felber, conseiller fédéral : Avant d'aborder le sujet, je ferai deux remarques importantes :

1) Sur le plan politique, depuis un certain nombre d'années, le Conseil fédéral - soutenu par le Parlement - a toujours appuyé ses interventions de politique étrangère sur le domaine des droits de l'homme. Le message rappelle cette constante.

2) Les deux pactes internationaux proposés, qui datent de 1966, sont les premières décisions que nous invitons à prendre sur le plan international en matière de droits de l'homme. D'autres suivront : le Pacte sur la lutte contre la discrimination raciale, la Convention sur l'enfance, ainsi que la Convention sur l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes.

Depuis le début des années 80, la question des droits de l'homme a pris une part toujours plus importante dans la politique étrangère des Etats occidentaux, en particulier en Suisse, où elle est devenue une constante. La raison en est simple : dans un Etat dans lequel les citoyens sont libres, égaux en droits, où règne la justice et où les revenus et les richesses sont répartis de manière équitable entre les diverses couches de la société, la situation est stable, et cet Etat est en paix avec ses voisins. Dans le cas contraire, c'est la stabilité de tout un pays, d'un continent et voire du monde qui risque d'être menacée.

D'où nos efforts pour intensifier notre politique en faveur des droits de l'homme à l'échelon international, soit *sur le plan bilatéral*, en abordant une situation des droits de l'homme mauvaise avec les autorités des Etats concernés, sous forme de démarches concrètes en faveur de personnes dont les droits sont gravement violés, soit de manière plus positive en contribuant au développement économique et social de tel pays, car nous sommes persuadés que la réalisation des droits à caractère économique et social appuiera d'une manière positive l'amélioration de la situation des individus et des droits de l'homme.

Nous intervenons aussi *sur le plan multilatéral*, dans les enceintes internationales - à la CSCE, au Conseil de l'Europe, à l'UNESCO, à l'OIT, y compris à l'ONU dont nous ne sommes pas membres -, en participant à l'adoption d'engagements politiques et de normes juridiques qui portent sur le respect des droits de l'homme. Aux Nations-Unies en particulier, nous avons, avant la votation du mois de mars 1986, intensifié notre engagement au sein de la commission des droits de l'homme. Par exemple, nous avons mis deux experts indépendants suisses à la disposition de cette commission : le professeur Joseph Voyame, qui s'occupe de la Roumanie depuis 2 ans, et le professeur Walter Kälin, qui vient d'être nommé rapporteur spécial sur le Koweït occupé et qui fera rapport à l'assemblée générale des Nations-Unies sur ce pays.

-2-

Autre exemple : nous sommes, avec le Comité suisse contre la torture, à l'origine de la décision prise cette année par la Commission d'examiner en 1992 un projet de protocole facultatif à la Convention des Nations-Unies de 1984 contre la torture. C'est un projet ambitieux qui vise à prévenir la torture par des visites que pourrait effectuer à tout moment un comité international dans tous les lieux où se trouvent des personnes privées de liberté par leurs autorités. Une convention fondée sur la même idée a été adoptée à notre initiative au Conseil de l'Europe il y a quelques années. Il sera beaucoup plus difficile de faire adopter une convention sur le plan universel.

La ratification par la Suisse de traités de protection des droits de l'homme - en particulier ceux qui prévoient un mécanisme efficace destiné à garantir leur mise en oeuvre - contribue à renforcer la protection internationale de ces droits. Au Conseil de l'Europe, nous sommes partie à nombre de conventions dans ce domaine et nous n'appartenons pas encore à la Charte sociale, ni aux protocoles Nos 1 et 4 de la Convention des droits de l'homme que le Conseil fédéral voulait ratifier, ce qu'il n'a pas été mis en mesure de faire. Aux Nations-Unies, nous ne sommes partie qu'à la Convention 1984 contre la torture. Par notre message du 30 janvier dernier, nous vous proposons de combler ce déficit en devenant partie aux deux pactes de 1966 relatifs aux droits de l'homme.

Au cours de cette année, nous vous soumettrons un message relatif à l'adhésion à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. L'année prochaine, les Chambres fédérales seront saisies d'un message sur la Convention 1989 relative aux droits de l'enfant que le Conseil fédéral a signée le 1er mai dernier.

Le deuxième protocole facultatif au Pacte sur les droits civils et politiques qui concerne l'abolition de la peine de mort sera soumis à l'approbation dans les meilleurs délais une fois que la question de la peine de mort dans le Code pénal militaire aura été tranchée par le souverain. Lorsque le programme législatif sur l'égalité des droits entre hommes et femmes aura été réalisé, vraisemblablement dans un proche avenir, le Conseil fédéral vous soumettra aussi un message relatif à l'adhésion à la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Notre adhésion à ces deux instruments manifeste notre engagement sur le plan mondial en faveur du caractère universel et indivisible de tous les droits de l'homme, qu'ils soient civils, politiques ou économiques, sociaux et culturels. Cet engagement réaliserait avant tout un objectif important de politique étrangère dans la mesure où nous serions à même de mener une action plus globale et plus cohérente en faveur des droits de l'homme.

Nous souhaitons que l'Assemblée fédérale approuve le plus rapidement possible les deux pactes de manière à ce que la Suisse puisse y adhérer encore cette année, ce qui constituerait en outre un geste de portée universelle à l'occasion du 700ème anniversaire de la Confédération.

- 3 -

Frau Bär: Es ist sehr zu begrüßen, dass wir nun endlich nach 25 Jahren dazu kommen, die Menschenrechtspakte zu unterzeichnen. Ich habe eine Frage zum zweiten Pakt. Was hat der Bundesrat bezüglich der vielen Vorbehalte, die die Schweiz machen muss, vorgesehen? Existiert ein Zeitplan, um die Vorbehalte möglichst rasch nicht mehr anbringen zu müssen? Namentlich stört der Vorbehalt, dass bei Haft die Trennung zwischen Jugendlichen und Erwachsenen nicht gewährleistet werden kann.

Präsident: Der von Frau Bär angesprochene Punkt ist auch von Amnesty International in einem Schreiben, dass an alle Kommissionsmitglieder verteilt wurde, kritisiert worden.

Mühlemann: Es ist wichtig, das vorliegende Geschäft politisch zu würdigen. Der Bundesrat hat ja aussergewöhnlich lange gezögert, die Menschenrechtspakte zu unterschreiben, nicht zuletzt wegen der Ablehnung des UNO-Beitritts der Schweiz. Die Frage stellt sich, wo wir mit der Unterzeichnung der Pakte politisch in Schwierigkeiten kommen. Werden mit der Unterzeichnung der Menschenrechtspakte Bestimmungen unterlaufen, die beispielsweise bei der Ablehnung der Unterzeichnung der Sozialcharta getroffen wurden? Die Vertreter der SVP haben gewisse Vorbehalte und haben gebeten, sich nach versteckten Dingen zu erkundigen.

M. Felber, conseiller fédéral : (à M. Mühlemann) C'est vrai que l'interprétation littérale de ces pactes peut mener à des difficultés. Nous faisons des réserves lorsque la Suisse a le sentiment qu'elle ne peut se conformer à tel ou tel point d'un pacte ou d'une convention parce que cela ne correspond pas à sa législation actuelle. Très souvent, pour les affaires étrangères, lorsque par solidarité nous proposons avec le Conseil fédéral d'adhérer à une convention, nous devons émettre ces réserves au nom de telle partie de notre législation non encore modifiée. C'est pourquoi nous reculons l'adhésion au pacte sur l'enfance, ou à la Convention relative à l'égalité des droits entre hommes et femmes.

Dans le pacte No 1, nous ne voyons aucune difficulté. Il convient d'en faire cependant une lecture politique et non pas littérale : lorsque ce pacte prévoit le droit au travail, par exemple, ce que notre législation ne prévoit pas, cela signifie non pas que les pays signataires doivent garantir un poste de travail, mais qu'ils doivent garantir à chaque travailleur la possibilité de se chercher du travail.

M. Godet : Il faut avoir présent à l'esprit que ces pactes, et en particulier le pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels, ont une valeur programmatrice. Ils s'adressent aux gouvernements qui, devenant partie à ces pactes, s'engagent à mettre en oeuvre de manière progressive les obligations qui leur sont imposées par lesdits pactes. Le Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels n'a pas pour effet de donner le droit au justiciable de l'invoquer devant les tribunaux.

Notons que par rapport à la Charte sociale ou la Convention européenne des droits de l'homme, ce pacte n'est pas un instrument aussi incisif.

- 4 -

Dans les réserves, il faut lire non pas le désir de ne pas exécuter telle ou telle disposition conventionnelle, mais plutôt le respect scrupuleux dans lequel nous avons l'intention d'exécuter les obligations imposées. C'est au nom du principe "pacta sunt servanda" que nous émettons parfois des réserves.

S'agissant par exemple de la séparation des détenus entre adultes et mineurs : cette réserve ne signifie pas que nous n'avons pas l'intention sur le plan intérieur de réaliser des progrès quant aux conditions carcérales. En fait, mineurs et adultes qui se trouvent ensemble dans les mêmes lieux de détention sont des exceptions.

De même, la réserve émise à propos de l'article 20 alinéa 2 du Pacte sur les droits civils et politiques qui dit que "tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse est interdit par la loi", est un modèle que nous avons adopté parce que notre Code pénal ne contient pas de telle disposition : nous voulons retirer cette réserve dès que nous aurons introduit dans le Code pénal l'article 261bis en liaison avec le prochain message relatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

Frau Segmüller: Soweit ich informiert bin, gibt es gewisse Vorbehalte bezüglich der Zusatzprotokolle der europäischen Menschenrechtskonvention wegen dem Saisonierstatut. Sind mit der Unterzeichnung der Menschenrechtspakte ähnliche Schwierigkeiten zu befürchten? Auf Seite 11 der Botschaft findet sich ein Vorbehalt bezüglich Artikel 12, Paragraph 1 des zweiten Pakts wegen der freien Wahl des Wohnsitzes für Ausländer. Berührt dieses Kapitel nicht auch das Saisonierstatut?

M. Godet : Nous n'avons jamais interprété l'article 12 alinéa premier comme touchant le statut de saisonnier, nous obligeant ainsi à faire une réserve. Cet article touche à la liberté d'établissement et de circulation.

Frau Grendelmeier: Ist es richtig, dass die Unterzeichnung der Menschenrechtspakte einer Absichtserklärung gleichkommt, die als Handlungsanweisung aufgefasst wird, aber nicht direkt anwendbar, wie beispielsweise ein Verfassungsartikel, ist?

M. Godet : En définitive, ce n'est pas aux gouvernements de définir quelles dispositions ont un caractère self executing ou non. Ce sera au Tribunal fédéral de donner son interprétation.

Le Pacte No 1 sur les droits économiques, sociaux et culturels ne confère pas au justiciable le droit de s'adresser directement aux tribunaux. On peut se demander toutefois si le droit de former un syndicat ne peut pas être considéré comme self executing.

En revanche, le pacte No 2 contient davantage de dispositions suffisamment précises pour former les fondements d'un jugement : ainsi du droit à la vie, de l'interdiction des mauvais traitements, qui peuvent être directement être invoqués par le justiciable. Ils sont d'ailleurs couverts par la Convention européenne des droits de l'homme.

- 5 -

Präsident: Eintreten ist beschlossen.

Detailberatung

Bundesbeschluss betreffend den internationalen Pakt über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte

Abstimmung - Vote

Titel und Ingress:	genehmigt
Art. 1:	genehmigt
Art. 2:	genehmigt

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes:	12 Stimmen
Dagegen:	0 Stimmen
	(1 Enthaltung)

Bundesbeschluss betreffend den internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte

Abstimmung - Vote

Titel und Ingress:	genehmigt
Art. 1:	genehmigt
Art. 2:	genehmigt
Art. 3:	genehmigt

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes:	11 Stimmen
Dagegen:	0 Stimmen
	(2 Enthaltungen)

Bundesgesetz über die Organisation der Bundesrechtspflege

Abstimmung - Vote

Titel und Ingress:	genehmigt
I:	genehmigt
II:	genehmigt

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes: Einstimmigkeit

- 6 -

Präsident: Ich schlage vor, das Geschäft in die Kategorie V - schriftlicher Bericht - einzuordnen.

Frau Bär: Mir scheint Kategorie V für ein Geschäft solcher Grösse untertrieben. Ich schlage Kategorie III vor.

Frau Segmüller: Es ist unnötig, über das Geschäft zu debattieren. Wir sollten das Geschäft in die Kategorie V einordnen.

Frau Grendelmeier: Herr Mühlemann hat angedeutet, dass die SVP-Fraktion eventuell gegen das Geschäft votieren wird. Können Sie uns einen Anhaltspunkt geben, in welche Richtung die Kritik der SVP geht?

Mühlemann: Die Kritik habe ich schon in meiner vorhin gestellten Frage angedeutet. Ein konkretes Problem könnte etwa das Streikrecht sein. Meines Erachtens sollten sich aber keine Probleme bieten. Um eine mögliche Diskussion zu planen, sollten wir das Geschäft jedoch in die Kategorie III einordnen.

Auer: Wir sollten das Geschäft in die Kategorie III - schriftlich - einordnen. Wir bestimmen einen Berichtstatter französischer Sprache.

Präsident: Wir verfassen also einen schriftlichen Bericht für die Kategorie III. M. Revaclier ist Berichtstatter französischer Sprache. Die beiden Kommissionssprecher müssen eventuell auf Fragen antworten, sollten die Fraktionssprecher das Wort ergreifen. Das Geschäft kommt in der September-Session in den Rat.

Zbinden Paul: Es wurde ein Antrag auf Einordnung in die Kategorie V gestellt. Mit der Kategorie III riskieren wir, dass das Geschäft in der September-Session nicht behandelt werden kann.

Präsident: Die Kommission hat sich für die Kategorie III entschieden.

M. Petitpierre : Je rappelle qu'il s'agit de se coordonner avec le DFJP quant à l'ordre du jour de la session prochaine.

BERICHTIGUNG DES PROTOKOLLS VOM 12.2.1991

AAK-NR Protokoll vom 12. Februar 1991 ds. Afghanistan

Der Satz, "Es handelt sich bei betreffender Besucherin um eine Kommunistin" von Herrn Auer, Traktandum 2 des obenerwähnten Protokolls, muss wie folgt geändert werden:

"Es handelt sich bei betreffender Besucherin um eine Vertreterin in der Schweiz, welche eine kommunistische oder den Kommunisten nahestehende Widerstandsgruppe in Afghanistan vertritt."

P R E S S E M I T T E I L U N G

Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Nationalrates tagte am 29. und 30. Mai 1991 in Bern unter dem Vorsitz von Nationalrat Bundi (S/GR) und im Beisein von Bundesrat Felber.

Im Mittelpunkt der Sitzung stand eine Orientierung über den Stand der EWR-Verhandlungen durch Bundesrat Felber. Die Kommission begrüßte es, dass der Bundesrat in den bisherigen Verhandlungen vitale schweizerische Interessen mit Nachdruck und Beharrlichkeit vertreten hat und dies weiterhin - trotz flexibler Haltung - zu tun gedenkt. Die Kommission ermuntert den Bundesrat, in den weiteren Verhandlungen einen ausgewogenen EWR-Vertrag anzustreben.

Die Kommission vertitt die Meinung, dass die Voraussetzungen für einen annehmbaren EWR-Vertrag trotz einiger Hürden und Schwierigkeiten optimistisch eingeschätzt werden dürften. Nebst einigen Fortschritten inhaltlicher Natur sind auch positive Elemente im institutionellen Bereich erkennbar.

Um dem Bundesrat die Gelegenheit zu geben, dem Parlament anlässlich der Sommersession Bericht über den Stand der EWR-Verhandlungen zu erstatten, beschloss die Kommission die Einreichung der beiliegenden dringlichen Interpellation.

Die Kommission befasste sich auch mit dem Bericht des Bundesrates über seine Tätigkeit im Europarat im Jahre 1990 (91.016) sowie mit dem Bericht der Schweizer Parlamentarier Delegation beim Europarat (91.007). Diese beiden Berichte zeigen, dass der Europarat im europäischen Integrationsprozess nach wie vor eine wichtige Rolle spielt und dass der Einfluss der Schweiz in diesem Gremium beträchtlich ist.

Traktandiert war auch die Botschaft betreffend den Beitritt der Schweiz zu den beiden internationalen Menschenrechtspakten der Vereinigten Nationen von 1966 über wirtschaftliche, soziale, kulturelle, bürgerliche und politische Rechte (91.004).

Mit dem Beitritt zu diesen Pakten, welche die Grundlage für Interventionen in aller Welt zugunsten von Menschen bieten, deren Rechte in schwerwiegender Weise verletzt werden, wäre die Schweiz in der Lage, eine globaler ausgerichtete und kohärentere Menschenrechtspolitik zu führen. Die Kommission wird ihrem Rat Zustimmung zu dieser Vorlage empfehlen.

Die Kommission befasste sich auch mit dem Auslieferungsvertrag mit den vereinigten Staaten von Amerika (90.076). Sie wird ihrem Rat Zustimmung zu dieser Vorlage beantragen.

Die Lage im Nahen- und Mittleren Osten nach dem Golfkrieg war auch Gegenstand einer Aussprache. Die Kommission stellte mit Bestürzung fest, dass das Regime von Saddam Hussein nach wie vor in menschenverachtender Art und Weise Teile der eigenen Bevölkerung massakriert und terrorisiert. Sie verurteilt diese krassen Verstöße gegen die elementarsten Menschenrechte. Die Kommission ist in diesem Zusammenhang der Auffassung, dass die Aufrechterhaltung der UNO-Sanktionen gegenüber dem Irak nach wie vor gerechtfertigt ist.

Bern, 31. Mai 1991

Parlamentsdienste

Fachdienst II

NATIONALRAT

Kommission für auswärtige Angelegenheiten

Sitzung vom 30. Mai 1991

Dringliche Interpellation zur Europapolitik vom 30. Mai 1991

Die EWR-Verhandlungen sind in die entscheidende letzte Phase gekommen. Der Bundesrat wird deshalb eingeladen, sich zu folgenden Fragen zu äussern:

1. Welches ist der neueste Stand der EWR-Verhandlungen und wie sind die vorliegenden Ergebnisse zu beurteilen?
2. Wie verhält sich der Bundesrat zur Auffassung, den EWR-Vertrag nur als Zwischenziel zu einem mittelfristig anzustrebenden EG-Beitritt zu erklären?
3. Welche der folgenden Lösungen strebt der Bundesrat nach einem allfälligen Scheitern der EWR-Verhandlungen für die Schweiz an:
 - Einreichung eines Gesuches zum EG-Vollbeitritt
 - Aufnahme von bilateralen Verhandlungen mit der EG
 - Alleingang mit rechtlichen Reformen in Richtung Europatauglichkeit?

Communiqué

La Commission des affaires étrangères du Conseil national s'est réunie les 29 et 30 mai 1991 à Berne sous la présidence du conseiller national Bundi (S/GR) et en présence du conseiller fédéral Felber.

Le point central de la discussion a été l'exposé de Monsieur Felber sur l'état des négociations sur l'EEE. La commission s'est déclarée satisfaite que le Conseil fédéral ait défendu les intérêts vitaux de la Suisse avec force et persistance au cours de ces négociations et qu'il se propose de continuer dans cette voie, tout en gardant une attitude ouverte. Elle encourage le Conseil fédéral à tenter d'obtenir un traité équitable sur l'EEE au cours des négociations à venir.

La commission estime que les perspectives laissent entrevoir la possibilité de parvenir à un traité acceptable sur l'EEE, malgré les quelques obstacles et difficultés rencontrés. Outre quelques progrès obtenus quant au fond, on note des résultats positifs dans le domaine des institutions.

Afin que le Conseil fédéral puisse soumettre au Parlement un rapport concernant l'état des négociations sur l'EEE lors de la session d'été, la commission a décidé de présenter l'interpellation urgente ci-jointe.

Par ailleurs, la commission a examiné le rapport du Conseil fédéral sur les activités de la Suisse au Conseil de l'Europe en 1990 (91.016) et le rapport de la Délégation parlementaire suisse au Conseil de l'Europe (91.007). Ces deux documents montrent que le Conseil de l'Europe continue de jouer un rôle éminent dans le processus d'intégration européenne et que la Suisse dispose d'une influence notable au sein de cette institution.

L'ordre du jour comprenait également un message sur l'adhésion de la Suisse aux deux Pactes internationaux de 1966 relatifs aux droits de l'homme (91.004).

- 2 -

Ces deux pactes, dont l'un se rapporte aux droits économiques, sociaux et culturels et l'autre aux droits civils et politiques, forment la base conventionnelle à partir de laquelle on peut intervenir dans le monde entier en faveur de personnes dont les droits ont été gravement bafoués. Y adhérer donnerait une plus grande cohérence et une portée mondiale à la politique de la Suisse dans le domaine des droits de l'homme.

La commission recommandera au plénum d'approuver ce projet.

La commission s'est également penchée sur le traité d'extradition avec les Etats-Unis d'Amérique (90.076). Elle proposera au plénum d'approuver ce projet.

La discussion a également porté sur la situation au Proche et au Moyen-Orient après la guerre du Golfe. La commission a déploré que le gouvernement de Saddam Hussein continue de massacrer et de terroriser une partie de la population de son propre pays sans aucun respect de la personne humaine. Elle condamne ces graves violations des droits de l'homme les plus élémentaires. La commission est d'avis que le maintien des sanctions de l'ONU contre l'Irak est justifié.

Berne, le 30 mai 1991

Services du Parlement
Service spécialisé II

CONSEIL NATIONAL

Commission des affaires étrangères

Séance du 30 mai 1991

Interpellation urgente du 30 mai 1991. Politique européenne

Les négociations relatives à l'EEE sont entrées dans leur phase ultime et décisive. Le Conseil fédéral est dès lors invité à répondre aux questions suivantes:

1. Où en sont aujourd'hui les négociations sur l'EEE et comment les résultats obtenus doivent-ils être interprétés ?
2. Comment le Conseil fédéral réagit-il à l'appréciation selon laquelle le traité sur l'EEE ne constitue qu'un objectif intermédiaire sur la voie de l'adhésion, à moyen terme, à la CE?
3. Quelle solution pour la Suisse le Conseil fédéral privilégiera-t-il dans l'éventualité d'un échec des négociations sur l'EEE :
 - présenter une demande d'adhésion à la CE, à titre de membre à part entière;
 - entamer des négociations bilatérales avec la CE;
 - faire cavalier seul en procédant à des réformes juridiques visant la compatibilité avec le droit européen?

Verteiler

Datum:	20.6.91
<input checked="" type="checkbox"/>	Sauvant
<input checked="" type="checkbox"/>	Robert
<input checked="" type="checkbox"/>	Huber
<input checked="" type="checkbox"/>	DZ
<input checked="" type="checkbox"/>	Komm. NR
<input checked="" type="checkbox"/>	Komm. SR Masoni
<input checked="" type="checkbox"/>	Frakt. R / V
	Sekr.
<input checked="" type="checkbox"/>	Ch. / mz.
<input checked="" type="checkbox"/>	Amtl. Bulletin
	Finanzkomm.

NATIONALRAT

Kommission für auswärtige Angelegenheiten

TEILPROTOKOLL 1 /
PROCES-VERBAL
PARTICULIER 1der Sitzung vom 29. Mai 1991, 16.00 - 18.30 Uhr und vom
30. Mai 1991, 8.00 - 12.25 Uhr, in Bern, Parlamentsgebäude,
Zimmer 3TAGESORDNUNG /
ORDRE DU JOUR

2. 91.016 sn Europarat. Bericht des Bundesrates
3. 91.007 sn Europarat. Bericht der Schweizer Parlamentarier
Delegation

(Für die übrigen Traktanden siehe Hauptprotokoll - Pour
les autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal
général)TEILNEHMERINNEN /
PARTICIPANTSPräsident: H. BundiAnwesende Mitglieder: Auer, Bär, Bircher Silvio, Burckhardt,
Cevey, Dietrich, Euler, Grendelmeier, Loretan, Mühlemann,
Petitpierre, Revaclier, Segmüller, Zbinden PaulWeitere Teilnehmer:

H. Bundesrat Felber, Vorsteher EDA

H. Schaller, Generalsekretär EDA

H. Godet, Stv. Direktor, Direktion für Völkerrecht, EDA

Frau Apelbaum, Chef Europaratsdienst, EDA

Entschuldigt: Bäumlín, Frey Walter, Grassi, Portmann,
Rohrbasser, Rycken, Wyss Paul, ZieglerSekretariat: H. AebiProtokoll: Mme Baessler (f), H. Marbet (d)

- 1 -

2. Europarat. Bericht des Bundesrates

3. Europarat. Bericht der Schweizer Parlamentarier Delegation

M. Felber, conseiller fédéral : Le rapport du Conseil fédéral du 20 février 1991 sur l'activité de la Suisse au Conseil de l'Europe décrit par domaines spécifiques les points essentiels de l'activité intergouvernementale du point de vue suisse. Il présente une vue d'ensemble des développements du Conseil de l'Europe et des activités des conférences de ministres spécialisées, du Comité des ministres ainsi que des comités d'experts qui lui sont subordonnés.

Durant l'année 1990, le Conseil de l'Europe s'est essentiellement consacré à l'intensification des relations avec les pays de l'Europe centrale et orientale et à la réflexion sur le rôle du Conseil de l'Europe dans la nouvelle architecture européenne.

Les principaux développements politiques qui ont marqué l'activité du Conseil de l'Europe sont les suivants :

- Relations avec les pays de l'Europe de l'Est : la première percée s'est opérée à la réunion ministérielle du Comité des ministres à Lisbonne en mars 1990. A l'initiative de la présidence portugaise, cette réunion a été marquée par la présence des ministres des affaires étrangères de l'URSS, de Hongrie, de Pologne, de Yougoslavie et de la République fédérative tchèque et slovaque. Ces pays assistaient à la réunion en qualité d'observateurs.

Lors de la 86ème réunion du 10 mai à Strasbourg, le président Havel a déposé la demande officielle d'adhésion de son pays au Conseil de l'Europe, et le même jour, l'adhésion à la Convention culturelle était officialisée.

Enfin, la 87ème réunion du Comité des ministres tenue à Rome le 6 novembre 1990 a été marquée par l'adhésion de la Hongrie aux statuts du Conseil de l'Europe. C'est le premier pays anciennement communiste à devenir membre de l'organisation de Strasbourg. La Hongrie a en outre adhéré à la Convention européenne des droits de l'homme. La Pologne en fera de même cette année après la tenue d'élections législatives.

L'année 1990 s'est ainsi achevée par la concrétisation de l'ouverture du Conseil de l'Europe aux pays de l'Europe centrale et orientale. Afin que cette ouverture politique s'accompagne d'un soutien du Conseil de l'Europe au processus de démocratisation en cours, celui-ci a mis sur pied un programme d'assistance pour un montant de 13 millions de francs français. Ce programme a pour but de faire profiter les pays de l'Europe de l'Est de l'expérience et des acquis du Conseil de l'Europe dans les domaines de sa compétence traditionnelle : établissement des institutions démocratiques, respect des droits de l'homme, réformes juridiques, organisation des pouvoirs locaux, coopération culturelle et coopération en matière d'environnement.

-2-

Dans le domaine des droits de l'homme et de la coopération juridique, la Suisse a demandé un programme additionnel en faveur de ces pays. Cette collaboration s'est concrétisée sous forme du programme "Guillaume Tell" d'un montant de 1 million de francs suisses. Ce programme vient de commencer et il durera 3 ans.

L'engagement de notre pays en faveur des activités intergouvernementales, en particulier dans les programmes d'assistance aux pays de l'Est, s'est manifesté par l'initiative des conseillers nationaux Petitpierre et Seiler. Cette initiative prévoit que la Suisse obtienne une augmentation de 10 % de sa contribution ordinaire. Celle-ci a été approuvée par le Conseil fédéral et versée pour 1990. Elle s'élève à 350 000 francs par rapport à notre contribution ordinaire, qui est d'environ 3 700 000 francs. La somme a été affectée à la protection et à la réhabilitation des monuments historiques ainsi qu'au rétablissement d'autorités locales démocratiques.

Depuis, après la période que couvre le rapport, la République fédérative tchèque et slovaque est entrée au Conseil de l'Europe le 21 février 1991, le jour où l'URSS a signé la Convention culturelle européenne. C'est un instrument important, qui compte 29 Etats membres, et qui ouvre un vaste champ de coopération.

Aujourd'hui, tous les pays de l'Europe de l'Est - excepté l'Albanie - sont présents au Conseil de l'Europe, soit comme membres, soit comme invités spéciaux. Quant à l'Albanie, il a été décidé, lors de la réunion du 25 avril dernier, de développer les relations avec ce pays à mesure du développement du processus de démocratisation. Notons que ce pays a le statut d'observateur à la CSCE.

- Place et orientation du Conseil de l'Europe dans l'architecture européenne : le Conseil de l'Europe a progressivement acquis une dimension et des responsabilités paneuropéennes qui débordent l'Europe occidentale. Ses relations avec l'ensemble du continent en sont une illustration. Le Conseil de l'Europe, par sa tradition, par les valeurs qui sont à la base de son activité depuis 40 ans, représente une sorte de modèle, voire d'autorité morale de référence dont les pays nouvellement démocratiques souhaitent voir la reconnaissance. Le Conseil de l'Europe remplit le rôle d'institution d'accueil, qui permet à ces pays des liens et des échanges avec l'ensemble des autres pays d'Europe.

Le Conseil de l'Europe a enfin développé une expérience et un acquis importants dans plusieurs domaines : culture, éducation, mouvements de personnes, médias, affaires sociales, protection de la nature. Dans tous ces domaines, l'accès des pays de l'Europe centrale et orientale aux programmes de coopération du Conseil de l'Europe leur permet déjà aujourd'hui de mieux faire face aux difficultés qu'ils rencontrent.

Afin que le Conseil de l'Europe soit en mesure de répondre efficacement aux responsabilités qui lui incombent dans ce nouveau paysage européen, le Comité des ministres a décidé, en avril dernier, de créer un groupe de travail composé de délégués des ministres des pays membres. Ce groupe de travail présidé par la Suisse aura pour tâche d'examiner le

- 3 -

fonctionnement de l'organisation, les réformes à y apporter en vue de le rendre plus efficace. Au besoin le groupe de travail fera des propositions de modification des statuts.

Les ministres ont ainsi donné suite à la recommandation adoptée par l'Assemblée parlementaire en janvier 1991 sur le rôle institutionnel du Conseil de l'Europe dans un continent aspirant à l'unité renforcée.

Il était temps de se pencher sur la fonction de cette organisation dans le concert des institutions européennes. En effet, des hésitations se sont fait sentir entre les différents organismes qui animent l'Europe actuellement (Communauté, Conseil de l'Europe, CSCE), d'autant plus que viendra maintenant s'y ajouter la Confédération européenne, qui sera créée les 12-14 juin prochains à Prague.

Frau Grendelmeier: Herr Bundesrat Felber hat ausgeführt, dass sich der Bericht des Bundesrates und derjenige der Schweizer Parlamentarier Delegation sehr ähnlich sind. Insbesondere wurde die Rolle der Schweiz im Europarat dargestellt. Dies ist ein sehr wichtiger Punkt, der auch der Öffentlichkeit im Hinblick auf den europäischen Kontext vermehrt bekannt gemacht werden sollte. Die schweizerische Rolle im Europarat wird allgemein unterschätzt. Insbesondere hat Peter Sager in Strassburg eine prominente Rolle gespielt. Man muss darauf hinweisen, dass wir "Europa" als Europaratsmitglied schon angehören. Unsere Kommission hat die Aufgabe, den Europarat im Rat und der Öffentlichkeit populärer zu machen.

Präsident: Verschiedene Fraktionssprecher und ich haben uns bemüht, auf die Bedeutung der Schweizer Parlamentarier Delegation im Europaratsparlament hinzuweisen. Die Resonanz im Rat und den Medien blieb jedoch aus. Die EWR-Verhandlungen haben im Moment aber sicher Priorität. Die Diskussion über die beiden Berichte wird wohl auch dieses Jahr keine grosse Diskussion auslösen.

M. Petitpierre : J'aimerais souligner à quel point la collaboration est bonne entre les délégués de l'Assemblée parlementaire et l'administration.

Il faut admettre que l'on se heurte à une certaine inertie du Comité des ministres. Il se pose en outre un problème de fonds disponibles limités.

Un point extrêmement positif : on conteste de moins en moins la fonction subsidiaire du Conseil de l'Europe dans la construction européenne.

La Conférence des pouvoirs locaux et régionaux connaît un regain d'intérêt, et on envisage d'en modifier les statuts : la question des relations entre les régions de l'Europe est en effet un thème d'actualité, et cette conférence peut avoir son rôle à jouer.

- 4 -

Nous avons en outre eu l'occasion d'établir des rapports avec les pays de l'Est et d'expliquer la position de la Suisse ainsi que sa politique de neutralité à l'Assemblée parlementaire au moment de la guerre du Golfe. Précisons que M. Flückiger et moi-même avons toujours suivi la position du gouvernement.

Mes contacts personnels m'ont fait percevoir que nos singularités helvétiques sont de moins en moins bien comprises, et contrairement à l'attitude positive antérieure, mes partenaires ont manifesté une forme d'impatience à ce sujet.

Mühlemann: Im Falle eines Zustandekommens des EWR ohne die Schweiz gibt es nur zwei Möglichkeiten, weiterhin Europapolitik zu betreiben: Einerseits über einen verstärkten Europarat und andererseits über die Grenzregionen. In diesem Sinne ist also dem Europarat eine erhöhte Bedeutung zuzuschreiben. Zudem existiert ja auch die Auffassung, dass ein Alleingang nicht tragisch wäre. Man geht davon aus, dass sich die Schweiz mit einer innenpolitischen Reform europatauglich machen würde, sollte der EWR ohne die Schweiz zustande kommen. Diese Innovationsfähigkeit der Schweiz ist allerdings zu bezweifeln. Der Europarat als Rettungsanker sollte jedoch nicht unterschätzt werden.

Frau Segmüller: Die Bedeutung des Europarats für die Schweiz hängt stark von der Weiterentwicklung des europäischen Integrationsprozesses ab. Der Europarat und die KSZE wären im Falle eines schweizerischen Alleinganges die einzigen internationalen Institutionen, wo wir voll vertreten sind und einwirken können. Der Bericht der Parlamentarier Delegation erwähnt auch die Ansprachen der Präsidenten. Unser Bundespräsident hat sich nach etwelchem Sträuben bereit erklärt, im Herbst in Strassburg zu sprechen. Solche Ansprachen haben einen nicht zu unterschätzenden Werbeeffect. Es ist ein Mittel, um vermehrt auf den Europarat und die schweizerische Rolle, die wir im Europarat inne haben, aufmerksam zu machen.

Frau Grendelmeier: Es ging mir nicht um den Vorwurf, dass wir letztes Jahr nicht über den Europarat debattiert hätten. Vielmehr wollte ich darauf hinweisen, dass der Europarat in der Öffentlichkeit viel zu wenig bekannt ist. Die meisten wissen wohl nicht einmal, dass wir Europaratsmitglied sind. Deshalb bin ich der Auffassung, dass es Aufgabe der Kommission ist, vermehrt die Presse zu mobilisieren. Information über den Europarat könnte auch ein Mittel sein, um die Angst gegenüber "Europa" abzubauen. Wir müssen alle Möglichkeiten aktivieren, um letztlich nicht als isoliertes Land in Europa dazustehen. Bei der Behandlung der beiden Europaratsberichte im Rat in der September-Session ist zu beachten, dass am 20. September die Europaratssession stattfindet. Die Debatten müssen unbedingt koordiniert werden.

Präsident: Der Wunsch, dass die Debatte über die Europaratsberichte nicht in der gleichen Woche erfolgen sollte wie die Europaratssession in Strassburg, wird weitergeleitet.

Euler: Die Intensität der Debatte über die Europaratsberichte hängt stark von den aktuellen europäischen Ereignissen ab. Schon 1987 und 1988 war die Debatte sehr gewünscht, als

- 5 -

die Perestroika und die Wandlungen in Osteuropa aktuell wurden. Damals fanden die Berichte auch Resonanz in den Medien. Heute müssen wir kaum befürchten, dass das Thema nicht beachtet werden wird, denn die EWR-Verhandlungen bilden den nötigen europäischen Hintergrund, um das Geschäft aktuell zu machen. Es ist zudem Aufgabe der Parteien, den Europarat vermehrt bekannt zu machen.

Ziffer 13 des Berichtes des Bundesrates - Tierschutz - hält fest, dass das Ministerkomitee des Europarates, also auch die Schweiz, drei Empfehlungen für internationale Tiertransporte angenommen hat. In der heutigen Praxis wird die Richtlinie, dass die Tiere nicht länger als 24 Stunden ohne Futter und Wasser gehalten werden dürfen, leider oft nicht eingehalten. Nach der Revision des Schweizerischen Tierschutzgesetzes von 1990 sind solche Zustände unhaltbar. Ich möchte bitten, dass abgeklärt wird, wie sich die aktuelle Situation wirklich darstellt.

Präsident: Ich möchte mich bezüglich des sozialen Entwicklungsfonds (Seite 30 der Botschaft) erkundigen. Es wird ausgeführt, dass der Fonds mit Darlehenshilfen und Zinssätzen von durchschnittlich 6,3% operiert. Der Fonds hatte im letzten Jahr sogar einen Gewinn zu verzeichnen. Bietet dieser Fonds eine echte Hilfe an? Ist ein Zinssatz von 6,3% als mässig zu beurteilen?

Der Fonds leistet die Haupthilfe an die Türkei. Wird diese Hilfe ohne Auflagen ausgerichtet oder knüpft man sie an Menschenrechtsbedingungen?

Der Fonds soll demnächst eine weitere Kapitalaufstockung unter massgeblicher Hilfe der Schweiz erfahren. Sollten wir eines Tages vor dem Scheitern eines EWR stehen, müssen wir uns überlegen, ob wir nicht autonom eine Art Sozialausgleichsfonds in Europa schaffen sollten. Die Schweiz wäre dann frei, die Hilfe an Auflagen zu knüpfen. Eine solcher Beitrag könnte helfen, das Image der Schweiz aufzubessern.

Ich möchte anregen, dass der Jahresbericht des Sozialfonds allen Kommissionsmitgliedern zugestellt wird.

Frau Segmüller: Ich möchte eine Frage zum Verhältnis zwischen Europarat und KSZE stellen. Es wurde ja diesbezüglich der Vorschlag gemacht, die parlamentarische Grundlage über den Europarat zu versuchen, was Widerstände provoziert hat. Ist diese Frage inzwischen entschieden worden?

Die KSZE und der Europarat befassen sich mit dem Problem der Minderheiten. An alle diesbezüglichen Treffen werden immer nur die Ländervertretungen eingeladen, was dazu führt, dass sich viele ethnische Minderheiten gar nicht vertreten fühlen. Könnte der Europarat hier nicht weitergehen und auch die Minderheiten zu solchen Treffen einladen?

Präsident: Alle Parlamentsmitglieder haben den Bericht der Parlamentarier Delegation, die am 1./2. April in Madrid war, erhalten. Im Bericht ist die neue Situation dargestellt. In Madrid wurde zwar beschlossen, ein KSZE-Parlament zu schaffen, die Idee von Herr Sager hatte aber keinen Erfolg. Insbesondere haben die USA und die UdSSR den Vorschlag nicht akzeptiert. Es wurde ein Schlüssel für die Ländervertretung beschlossen. Den einzelnen Ländern steht es aber frei, ob sie ihre Mitglieder der Europaratsdelegation als KSZE-Parlamentarier bezeichnen wollen.

-6-

M. Revaclier : Au cours de ces dernières années, le Conseil de l'Europe s'est préoccupé du Liban. Or, dans les deux rapports remis, la question du Liban est quasiment absente. Vous savez ce qu'il s'y est passé ces derniers temps.: on y compte encore des otages européens, un général ne veut pas quitter une ambassade.

Le Conseil de l'Europe a-t-il tourné la page ? Il semblerait pourtant qu'il lui incombe d'entreprendre quelque chose.

M. Felber, conseiller fédéral : il est clair que le Conseil de l'Europe reste la pierre de touche démocratique importante pour les pays européens. Quelles que soient les règles adoptées ailleurs, il y a toujours une référence au Conseil de l'Europe, en particulier à la Convention européenne des droits de l'homme et à d'autres conventions auxquelles les autres Etats ont adhéré dans le souci d'harmoniser leur législation avec celles des pays européens.

(à M. Revaclier) Le Conseil de l'Europe s'est trouvé saisi des événements survenus en Europe de l'Est, qui l'ont forcé à réagir rapidement, et il a dû subir un certain découragement devant l'impossibilité d'agir au Liban. Il est certain que comme Chypre ou toute autre foyer d'insécurité, le Liban continuera de préoccuper le Conseil de l'Europe.

(à Mme Segmüller) Comme l'a dit le président, une délégation parlementaire suisse, les deux présidents des deux commissions des affaires étrangères ainsi que des représentants de notre délégation à l'assemblée parlementaire se sont rencontrés à Madrid pour parler de la CSCE et de ce problème de l'Assemblée parlementaire. Vous savez sans doute que les USA et le Canada avait opposé dès le début un veto ferme à cette idée lancée par la Suisse que l'Assemblée parlementaire devienne l'assemblée de la CSCE. Nous avons arraché, au Sommet de Paris, la solution qui consiste à dire que l'Assemblée parlementaire de la CSCE serait de conception analogue à celle de la Communauté, avec le principe de la représentation des parlements nationaux, et non de députés élus. La CSCE est à la recherche de ses structures, et il reste encore beaucoup à faire pour que les tâches du Conseil de l'Europe - notamment dans le domaine des droits de l'homme, de la culture et de la protection de l'environnement - ne lui échappent pas et que des institutions parallèles ne naissent pas au sein de cette conférence.

En ce qui concerne les minorités, M. Petitpierre vient d'évoquer la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux, où sont représentées les minorités. C'est là que sera reprise une nouvelle vision des relations interrégionales en Europe. En effet aujourd'hui, même lorsque l'on parle de la Communauté, on s'engage de plus en plus vers une notion de la régionalisation de l'Europe à travers une structure qui sera peut-être fédérative.

Le succès que nous avons obtenu pour l'ouverture d'une conférence sur les minorités a été le fruit de longues batailles. Certains pays, dont les USA, étaient très hostiles à cette idée. On craignait une définition de la notion de minorité. Pour les USA, cela touchait le problème des latinos.

-7-

Notons toutefois que Genève réunira une conférence d'experts qui examinera un certain nombre de propositions et de mécanismes concernant les minorités auxquels la Suisse travaille activement depuis quelques mois. Le problème des minorités est que cette notion est perçue de façon particulière dans chaque pays. Selon notre conception, il s'agit de minorités nationales, c'est-à-dire de toute collectivité installée traditionnellement sur un territoire déterminé, quelle que soit l'appartenance de ce territoire à tel ou tel pays.

Les tentatives qui ont été faites d'inviter à la CSCE les représentants des minorités ont toujours été vouées à l'échec faute de consensus. Ainsi, les Baltes n'ont pu être reçus à Paris à cause du veto de l'URSS.

La Yougoslavie a déposé sa demande d'adhésion au Conseil de l'Europe. Sa volonté est d'adhérer à la Communauté, ce qui pourrait calmer les esprits à l'intérieur du pays.

Mme Apelbaum : (à M. Euler) Il existe effectivement une convention ainsi que des recommandations du Comité des ministres en matière de transport international des animaux. La protection des animaux doit y correspondre. Nous avons des moyens d'attirer l'attention des Etats qui ont participé à l'élaboration de ces recommandations lorsque les règles ne sont pas respectées. Cela s'est produit dans le cas de l'Italie. A cette occasion, lors de la réunion des délégués des ministres nous avons annoncé ce cas. Si vous disposez d'informations suffisantes sur le cas que vous signalez, nous pourrions intervenir au Comité des ministres ou des délégués pour attirer l'attention du pays concerné.⊗

Effectivement, le fonds de développement accorde des prêts à des taux moyens de 6,3 %. Malgré ce taux apparemment conforme au marché, les pays qui en bénéficient n'obtiendraient pas un tel taux sur le marché des capitaux. Il faut donc la garantie du fonds et sa réputation pour que la place financière internationale accorde ces prêts. Dans des cas particuliers des prêts à un taux préférentiel de 1 % sont accordés, mais le taux de 6,3 % reste avantageux.

Le rapport sur le fonds de développement social peut être communiqué pour votre information.

A propos des minorités, lors de la réunion de juillet prochain, à Genève, le Conseil de l'Europe sera amené à présenter ses travaux dans ce domaine. Le rapport en préparation se fonde sur la défense des langues et des cultures minoritaires, et cette étude a posé de gros problèmes.

Effectivement la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux est un forum qui peut accueillir des entités infra-étatiques. Ainsi, les pays baltes ont déjà été invités à la session de mars à Strasbourg. Il est actuellement question en outre de développer le programme d'assistance du Conseil de l'Europe à des régions, mais cette aide est assujettie à l'accord du pouvoir central de la république ou de la région concernée.

⊗ Pour un complément d'informations, voir page 9 + 10

- 8 -

M. Petitpierre : Deux remarques supplémentaires :

1) Le Conseil de l'Europe n'était pas préparé à l'égard des USA pour la question de l'assemblée de la CSCE. D'où l'échec, qui n'est pas absolument définitif toutefois. La question est néanmoins mise de côté.

2) Il se prépare une charte des minorités ainsi qu'un colloque les 13 et 14 novembre sur les minorités. C'est un sujet délicat, et il est question de ne pas y laisser accéder la presse. Il serait souhaitable que le DFAE nous informe de son activité en la matière. La Suisse, avec ses structures fédérales et son plurilinguisme est sans doute appelée à jouer un rôle non négligeable

3) (à M. Revaclier). Je prends note de faire inscrire le Liban à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire. A ce propos, j'ajouterai qu'à cause de la crise irakienne, on ne pouvait plus désavouer la Syrie, qui s'était mise du bon côté.

Präsident: Habe ich es richtig verstanden, dass die Kommission KSZE-Experten zur Information einladen soll?

M. Petitpierre : Si vous en voyez l'utilité, volontiers. L'important, c'est que nous gardions le contact avec l'administration pour une meilleure coordination.

Präsident: Es gab einmal eine allgemeine Orientierung durch Frau Botschafterin von Gröningen. Die spezifische Frage der Minderheiten rechtfertigt eine spezielle Orientierung und der Vorschlag von M. Petitpierre wird in diesem Sinne aufgenommen.

Die beiden Berichte werden zur Kenntnis genommen.

Das Geschäft wird in die Kategorie III - mündlich - eingereiht. Berichterstatter französischer Sprache ist M. Petitpierre.

- 9 -

Bern, 18. Juni 1991

Anfrage NR Alexander Euler anlässlich der Sitzung der Aussenpolitischen
Kommission vom 29.5.1991: Tierschutz bei internationalen Transporten

- a) Was kann die Schweiz unternehmen, wenn bei internationalen Tiertransporten Bestimmungen der Europäischen Konventionen missachtet werden?
- b) Welche Präventivmassnahmen werden ergriffen?

Zu a)

In besonders gravierenden Fällen kann der Schweizer Delegierte während einer Sitzung des Ministerkomitees auf die Verletzung der Konvention hinweisen. Die zuständigen Behörden des betroffenen Landes werden aufgefordert, darüber zu wachen, dass die lokalen Stellen die Einhaltung der Konvention in Zukunft durchsetzen.

Ein illustrierendes Beispiel einer diesbezüglichen Intervention war die Erklärung des Schweizer Delegierten anlässlich der 438. Sitzung im April 1990. Nach einer präzisen Beschreibung des Zwischenfalles und der Aufzählung entsprechender Normen des Europarates erklärte dieser:

"Les animaux doivent être acheminés aussi rapidement que possible, et les délais, en particulier ceux de transbordement et dans les gares de triage, doivent être réduits au minimum. Si des retards interviennent, des soins appropriés doivent être donnés aux animaux notamment en ce qui concerne l'alimentation, l'abreuvement, la traite et la ventilation. Les chargements d'animaux devraient avoir la priorité aux postes frontaliers, dans les ports, aux aéroports et dans tout autre lieu où l'on peut s'attendre à des retards.

La délégation suisse souhaiterait inviter les Etats membres du Conseil de l'Europe à accroître l'effort de diffusion de ces textes auprès des autorités concernées (transporteurs, autorités douanières) afin que des faits tels que ceux qu'elle vient de mentionner ne se reproduisent plus. Elle ne doute pas que cet appel tendant à épargner aux bêtes des souffrances et des douleurs intolérables voudra bien être transmis par les Représentants Permanents à leur gouvernement."

Zu b)

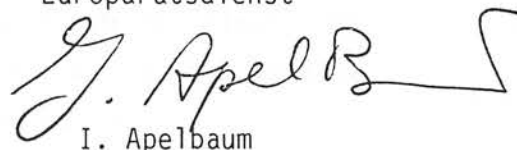
Die Konventionen des Europarates im Bereiche der internationalen Tiertransporte sind an sich schon Präventivmassnahmen zum Schutz der Tiere. Naturgemäss kann aber eine Konvention nicht detaillierte Bestimmungen für alle denkbaren Sachverhalte beinhalten. Infolge dessen erlässt das Ministerkomitee Empfehlungen, welche die jeweiligen Konventionen ergänzen sollen.

Die Empfehlung Nr. R(90)1 vom 15. Januar 1990 zum Beispiel erklärt systematisch wie ein Rindertransport geplant werden muss, wie die Tiere auf die Reise vorbereitet werden müssen (Veterinärmassnahmen, Nahrung, Selektion), wie sie aufgeladen, angebunden und während des Transports gepflegt werden müssen. Angaben über die Transportgeschwindigkeit, die benötigte Fläche und die Aufgaben der verantwortlichen Begleitperson, sollen ebenfalls dazu beitragen, dass das Wohlbefinden der Tiere so wenig wie möglich gestört wird.

Es obliegt dem Unterzeichnerstaat, dafür zu sorgen, dass die Europaratsnormen den verantwortlichen Stellen und Transportunternehmen bekannt sind und von diesen auch eingehalten werden.

POLITISCHE ABTEILUNG I

Europaratsdienst



I. Apfelbaum

NATIONALRAT
Kommission für auswärtige Angelegenheiten

3003 Bern, den 4. Juni 1991

TEILPROTOKOLL 2 /
PROCES-VERBAL
PARTICULIER 2

der Sitzung vom 29. Mai 1991, 16.00 - 18.30 Uhr und vom
30. Mai 1991, 8.00 - 12.25 Uhr, in Bern, Parlamentsgebäude,
Zimmer 3

TAGESORDNUNG /
ORDRE DU JOUR

4. 91.076 s Auslieferungsvertrag mit den Vereinigten
Staaten von Amerika
(Für die übrigen Traktanden siehe Hauptprotokoll - Pour
les autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal
général)

TEILNEHMERINNEN /
PARTICIPANTS

Präsident: H. Bundi

Anwesende Mitglieder: Auer, Bär, Bircher Silvio, Burckhardt,
Cevey, Dietrich, Euler, Frey Walter, Grendelmeier, Mühle-
mann, Petitpierre, Revaclier, Rychen, Segmüller, Wyss Paul,
Ziegler

Weitere Teilnehmer:

H. Schmid, Vizedirektor des Bundesamtes für Polizeiwesen
(BAP), EJPD

H. Wyssmann, Chef Sektion Auslieferung und Strafver-
folgungsbegehren, BAP, EJPD

H. Bolliger, BAP, EJPD

Entschuldigt: Bäumlín, Grassi, Portmann, Rohrbasser,
Loretan, Zbinden Paul

Sekretariat: H. Aebi

Protokoll: Mme Baessler (f), H. Marbet (d)

4. 91.076 s Auslieferungsvertrag mit den Vereinigten Staaten von Amerika

Schmid: Der vorliegende Auslieferungsvertrag mit den Vereinigten Staaten von Amerika löst den alten Vertrag von 1900 und die Zusatzverträge von 1935 und 1940 ab. Eine Neuregelung drängte sich dringend auf, weil in den letzten Jahren klar zum Ausdruck kam, dass die geltende Ordnung nicht mehr den heutigen Ansprüchen an eine effiziente Bekämpfung der internationalen Kriminalität Rechnung trägt. Mit dem vorliegenden Vertrag werden insbesondere folgende Mängel behoben: Die Liste der auslieferungsfähigen strafbaren Handlungen entfällt, auslieferungsfähig sind neu alle Straftaten, die nach dem Recht beider Staaten mit einer Freiheitsstrafe von mehr als einem Jahr bedroht sind. Artikel 8 ermöglicht für alle auslieferungsfähigen strafbaren Handlungen eine Strafverfolgung. Diese Regelung trägt dabei folgender Randbedingung Rechnung: Die USA können eigene Staatsangehörige ausliefern, in der Regel aber nicht für Auslandstaaten verfolgen; die Schweiz hingegen verfolgt seine Staatsangehörigen für die Auslandstaaten gemäss Art. 6 StGB. Eine Auslieferung ist für Schweizer ausgeschlossen, ausgenommen der Verfolgte würde seine Einwilligung gemäss Art. 7 des Rechtshilfegesetzes erteilen.

Ein ganz wichtiger Punkt ist der Wegfall des Beweisdossiers. Dieses Dossier stellte uns bis anhin oft vor unüberwindbare Schwierigkeiten. Künftig wird der *Hear-say-Beweis*, der Beweis vom Hörensagen, genügen. Zur Erfüllung dieses Erfordernisses wird es nur noch nötig sein, dass die den Haftbefehl-ausstellende Behörde darin erwähnt, aufgrund welcher Indizien sie den Verfolgten als möglichen Täter vermute und warum sie die Beweise für schlüssig halte. Der Auslieferungsverkehr mit den USA wird für uns also wesentlich erleichtert.

Art. 18 ermöglicht die vereinfachte Auslieferung. Diese Möglichkeit ist eine der wichtigsten Neuerungen. Einerseits wird in verschiedenen Fällen eine grosse Arbeitserleichterung erreicht, weil das formelle Auslieferungsverfahren nicht durchgeführt werden muss, andererseits wird die Auslieferung wesentlich beschleunigt, was zur Verkürzung der Auslieferungsdauer und -haft führt. Ersuchen um Anordnung der provisorischen Auslieferungshaft wurden bis anhin auf diplomatischem Weg übermittelt. Durch diesen Übermittlungsweg können Verzögerungen entstehen, die ein rasches Einschreiten verunmöglichen, dies insbesondere, wenn um eine Verhaftung ausserhalb der üblichen Bürozeit nachgesucht wird. Neu wird nun bei dringenden Gesuchen der direkte Weg zwischen den Justizministerien vereinbart. Der Geschäftsverkehr wickelt sich sodann entsprechend der innerstaatlichen Delegationsnormen zwischen dem Bundesamt für Polizeiwesen für die Schweiz und dem Office of International Affairs im Department of Justice für die USA ab.

Gesamthaft gesehen kann man sagen, dass der Auslieferungsvertrag mit den USA weitgehend den Grundsätzen des europäischen Auslieferungsübereinkommens und des Bundesgesetzes über die internationale Rechtshilfe (IRSG) entspricht. So entspricht etwa die Regelung der politischen, militärischen und fiskalischen Delikte, also keine Auslieferung, materiell jener im europäischen Auslieferungsübereinkommen und der im IRSG getroffenen Lösung.

Auer: Wäre ein Fall "Marc Rich" mit dieser täglichen Beugungsbusse mit der vorgeschlagenen Neuregelung nicht mehr möglich? Besteht ein Zusammenhang zwischen

- 2 -

diesem Fall und dem Wegfall der Enumeration im neuen Vertrag?

Schmid: Marc Rich könnte so oder so nicht ausgeliefert werden, weil Auslieferung für Abgabebetrug überhaupt nicht möglich ist. Der Fall Marc Rich stellt Fragen im Bereich der akzessorischen Rechtshilfe, für die Auslieferung hingegen nicht. Bezüglich der akzessorischen Rechtshilfe ist daran zu erinnern, dass zu Beginn des Falls Marc Rich (als die Busse von 50'000 US\$ ausgesprochen wurde) das Office of International Affairs von uns eingeladen wurde, an uns ein Rechtshilfeersuchen zu stellen. Denn wir können Rechtshilfe für Abgabebetrug gemäss IRSG leisten.

Rychen: Wäre der Fall "Kashoggi" mit dem neuen Vertrag anders verlaufen?

Wyssmann: Der Fall "Kashoggi" wäre mit dem neuen Vertrag genau gleich verlaufen. Es ist nach altem wie nach neuem Recht dasselbe, weshalb die Schweiz nur für drei der ihm vorgeworfenen fünf Anklagepunkte ausliefern konnte. Wir liefern für Tatbestände aus. Zwei der Kashoggi vorgeworfenen Tatbestände waren in der Schweiz nicht strafbar. Es hätte sich - mit Ausnahme des vereinfachten Weges für die provisorische Auslieferungshaft - mit dem neuen Vertrag nichts geändert.

M. Petitpierre : A propos de l'article 4, chiffre 3, je n'ai pas vu, ni dans le message, ni dans les travaux du Conseil des Etats, d'indication sur la marche que l'on suivrait en Amérique, où l'on ne poursuit pas quelqu'un en échange des informations qu'il donne.

La Suisse ne risque-t-elle pas, si elle demande une extradition, de se la voir refuser pour le motif ci-dessus ?

Indépendamment de cette question, je suis favorable à l'adoption du présent traité.

Wyssmann: Das würde uns nicht hindern. Wir haben einen entsprechenden Fall einmal gehabt, wo in den USA einer von uns gesuchten Person sehr konkrete Versprechungen als Gegengeschäft gemacht wurden. Die Schweiz hat darauf bestanden, dass eine vertragliche Auslieferungsverpflichtung unabhängig davon bestand, was in den USA als Gegengeschäft versprochen wurde. Dieser Auslieferungsstreit hat elf Jahre gedauert. Zum Schluss hat die Hartnäckigkeit der Schweiz obsiegt und die entsprechende Person wurde trotz dieser Zusicherungen ausgeliefert. Wir haben damit ein sehr gutes Präjudiz, was für die USA in den nächsten Jahren wegleitend sein dürfte.

Frey Walter: Welches sind aus schweizerischer Sicht die Hauptgründe, die für eine Revision des bestehenden Vertrags sprechen?

Schmid: Die Hauptgründe habe ich im Eintretensreferat genannt. Ein sehr wichtiger Punkt ist das Beweisdossier. Nach heutigem Vertrag stellt uns dies vor grosse Probleme. Die Anforderungen an die Beweise sind so hoch, dass wir sie in komplizierten Fällen überhaupt nicht erbringen können.

Ein anderer Revisionsgrund manifestiert sich im Fall "Norma Wilson". Norma Wilson wurde von ihrem Freund (beides Amerikaner) in der Schweiz ermordet. Der Beweis für den Mord konnte von einem Gericht in Los Angeles erbracht werden. In einem ersten Schritt wurde der Mörder verurteilt, was uns sehr erstaunt hat, beherrscht doch das Prinzip der absoluten Territorialität das angelsächsische Recht. Das Urteil wurde denn auch kassiert und der Mörder ging straffrei aus, weil die Amerikaner ihre eigenen Staatsangehörigen nicht ausliefern können. Hier zeigt sich eine grosse Lücke, die mit dem neuen Vertrag gefüllt werden könnte.

Wyssmann: Ein Amerikaner, der einen Mord in der Schweiz begeht, zurück in die USA geht und erst dann als Mörder entdeckt wird, geht bis anhin straflos aus. Diese Lösung hat mit Gerechtigkeit überhaupt nichts zu tun. Dies war einer der Hauptgründe für die Revision, so dass sich solche Fälle nicht wiederholen können. In der Zwischenzeit, bevor der neue Vertrag in Kraft tritt, haben die Amerikaner ihr Recht so geändert, dass sie jetzt auch ohne vertragliche Regelung Amerikaner in die Schweiz ausliefern können. Damit könnte sich der obenbeschriebene Fall schon heute nicht mehr wiederholen.

Der zweite Punkt, weshalb wir eine Revision für dringend halten, ist die Tatsache, dass bis anhin ein schweizerisches Auslieferungersuchen alle Beweise gegen die behauptete Straftat enthalten musste. Das Verfahren mit dem neuen Vertrag wird erheblich erleichtert, indem der zuständige Untersuchungsrichter zwar den Sachverhalt im einzelnen darstellen muss, aber nur die Quelle seiner Erkenntnis anzugeben hat.

Der dritte Hauptgrund ist die provisorische oder vorläufige Auslieferungshaft. Heute muss der diplomatische Weg genommen werden, was sehr zeitraubend ist. Mit dem neuen Vertrag kann das Office of International Affairs direkt kommunizieren, so dass wir rasch handeln können.

Der vierte Grund ist die neue Möglichkeit der vereinfachten Auslieferung. Diese kommt neu zur Anwendung, wenn der Verfolgte im ersuchten Staat festgenommen wurde (gestützt auf ein provisorisches Haftersuchen) und er sich bereit erklärt, auf das formelle Verfahren zu verzichten. In diesem Fall kann er sofort ausgeliefert werden. Dies hat für den auslieferungersuchenden Staat den Vorteil, dass kein formelles Verfahren angewendet werden muss.

Auf die Nachfrage von Herrn Frey, welche Auswirkungen der neue Vertrag auf Wirtschafts- und Steuerstraftaten habe, ist zu sagen, dass dies der Teil des Vertrages war, der zu den langen Vertragsverhandlungen geführt hat (1982 - 1988). Die Amerikaner wollten mit dem neuen Vertrag Aussenpolitik betreiben, d.h. also uns ihre Ideen bezüglich Wirtschafts- und Steuerstraftaten aufzwingen. Wir konnten nicht einwilligen, denn das IRSG gibt uns den Rahmen, der sagt, dass die akzessorische Rechtshilfe höchstens bei Abgabebetrug möglich ist. Auslieferung für Steuerabgaben, Zolldelikte ist nicht möglich. Wir haben in den Verhandlungen nicht nachgegeben, so dass die Amerikaner letztlich einwilligten und die Lösung des IRSG übernommen wurde.

Präsident: Die Formulierung des Art. 1 Abs. 1 auf Seite 5 der Botschaft ist so abstrakt, dass es gut war, dass der Hintergrund der Vertragsrevision noch einmal dargestellt wurde. Ich möchte anregen, dass in Zukunft solche komplexen Sätze ausbleiben und die Sachlage etwas konkreter dargestellt wird.

- 4 -

	Abstimmung - Vote
Titel und Ingress:	so genehmigt
Art. 1:	so genehmigt
Art. 2:	so genehmigt

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes Einstimmigkeit

Das Geschäft wird in die Kategorie V - schriftlicher Bericht - eingeordnet. Sprecher französischer Zunge ist M. Revaclier.

Verteiler

Datum: 5.6.91	
✓	Sauvant
✓	Robert
✓	Huber
✓	DZ
✓	Komm. NR
	Komm. SR <i>Masoni</i>
✓	Frakt. R / V
	Sekr.
✓	Ch. / mz.
✓	Amtl. Bulletin
	Finanzkomm.

NATIONALRAT

Kommission für auswärtige Angelegenheiten

TEILPROTOKOLL 3 /
PROCES-VERBAL
PARTICULIER 3der Sitzung vom 29. Mai 1991, 16.00 - 18.30 Uhr und vom
30. Mai 1991, 8.00 - 12.25 Uhr, in Bern, Parlamentsgebäude,
Zimmer 3TAGESORDNUNG /
ORDRE DU JOUR

5. 91.404 Pa. Iv. Reform der Aussenpolitik (Zbinden Hans)
 - Anhörung des Initianten
 - Beschlussfassung über das weitere Vorgehen
 6. Osteuropa-Seminar (Bulgarien / Ungarn)
 7. Stand der EWR-Verhandlungen
 8. Die Lage im Nahen- und Mittleren Osten nach dem Golfkrieg
 9. Verschiedenes
- (Für die übrigen Traktanden siehe Hauptprotokoll - Pour les autres objets à l'ordre du jour voir procès-verbal général)

TEILNEHMERINNEN /
PARTICIPANTSPräsident: H. BundiAnwesende Mitglieder: Auer, Bär, Bircher Silvio, Burckhardt, Cevey, Dietrich, Euler, Frey Walter, Grendelmeier, Mühlemann, Petitpierre, Revaclier, Rychen, Segmüller, Wyss Paul, ZieglerWeitere Teilnehmer:

H. Bundesrat Felber, Vorsteher EDA
 H. Schaller, Generalsekretär EDA
 H. Woker, Politische Abteilung 1, EDA
 H. Salamin, Intergrationsbüro EDA/EVD
 H. Borer, Direktion für Völkerrecht, EDA
 H. Botschafter Ducrey, Chef des Politischen Sekretariats, EDA

Entschuldigt: Bäumlín, Grassi, Portmann, Rohrbasser, Loretan, Zbinden PaulSekretariat: H. AebiProtokoll: Mme Baessler (f), H. Marbet (d)

- 1 -

5. 91.404 Pa. Iv. Reform der Aussenpolitik (Zbinden Hans)

Präsident: Das Traktandum muss verschoben werden, weil Herr Zbinden Hans aus gesundheitlichen Gründen heute nicht erscheinen konnte.

Es wurde erwähnt, dass die Behandlung der parlamentarischen Initiative Zbinden aus einer anderen Perspektive gewünscht wird. Im Rahmen der Parlamentsreform wird nämlich auch über das Anliegen diskutiert und allenfalls beantragt, das Geschäft abzuschreiben.

M. Cevey : Si la proposition de la commission de réforme du Parlement est suivie en ce qui concerne les affaires étrangères, l'initiative parlementaire Zbinden sera largement réalisée. Nous pouvons donc en retarder l'examen.

Präsident: Es stellt sich die Frage, ob die Diskussion über die Parlamentsreform nicht sowieso abgewartet werden müsste, denn die parlamentarische Initiative Zbinden Hans hängt tatsächlich stark von der Parlamentsreform ab.

Schaller: Ich muss hier eine Korrektur anbringen. Der Bericht betreffend Parlamentsreform beantragt, ein Postulat von Herrn Paul Zbinden betreffend die Sessionsdauer und -häufigkeit abzuschreiben. Die parlamentarische Initiative Zbinden Hans ist in diesem Zusammenhang nicht gemeint. Allerdings hat sie inhaltlich mit dem Bericht sehr viel zu tun.

Präsident: In Zusammenhang mit der Initiative steht unsere Motion (vgl. Anhang), die wir einerseits in Bezug auf ein aussenpolitisches Konzept und andererseits in Bezug auf die Änderung der Bundesverfassung eingereicht hatten. Diese Motion wird vom Bundesrat nun nur als Postulat entgegengenommen, weil er den zweiten Teil, also die Änderung der Bundesverfassung, nicht akzeptieren will. Es stellt sich nun die Frage, ob wir an der Motion festhalten wollen.

Frau Grendelmeier: Man muss an der Motion festhalten, denn sonst kommt es nicht einmal zur Diskussion.

Mühlemann: Wenn wir eine Motion mit einem solchen Gewicht einreichen und der Bundesrat relativ salopp antwortet, werden wir unglaublich, wenn wir an der Motion nicht festhalten.

Präsident: Die Kommission hält also an ihrer Motion fest.

6. Osteuropa-Seminar (Bulgarien/Ungarn)

Präsident: Am 27. März 1991 habe ich einen Brief an das Büro des Nationalrates geschickt, um unser Gesuch für das Osteuropa-Seminar zu begründen. Wir sind bis heute von Seiten des Nationalratspräsidenten ohne Antwort geblieben. Auf meine Nachfrage bei Herrn Generalsekretär Sauvant kam indirekt zum Ausdruck, dass Herr Bremi unserem Osteuropa-Seminar ablehnend gegenübersteht. Erstens sei unser Budget zu hoch und zweitens stimme die Reise mit den Richtlinien des Büros nicht überein. Die Richtlinien sehen vor, dass höchstens ein Drittel der Kommission ein Seminar im Ausland abhalten und nur ausnahmsweise eine ganze Kommission ins nahe Ausland fahren kann. Am nächsten Freitag, den 31. Mai 1991, wird unser Gesuch vom Büro behandelt.

Bircher Silvio: Als Präsident der Subkommission, die das Programm für das Osteuropa-Seminar zusammengestellt hat, möchte ich darauf hinweisen, dass es bei unseren Überlegungen, angesichts der neuen Situation, darum gehen muss, wie wir auf das Büro einwirken können. Herr Woker hat das Programm unseren Vorstellungen gemäss ausgearbeitet. Wir wollten ein schon fortgeschrittenes, demokratisches Land (Ungarn) mit einem noch zurückliegenden (Bulgarien) vergleichen. Die Legitimation für unsere Reise ist auch dadurch gegeben, dass die verschiedenen auf Europa ausgerichteten Institutionen der Schweiz ein vermehrtes Engagement in Osteuropa fordern. Zudem haben wir die Motion Mühlemann eingereicht, die die stärkere Einbindung des Parlamentes in die Aussenpolitik fordert. Wenn die Reise zustande kommt, müssen wir uns gut überlegen, wie wir rapportieren wollen.

Mühlemann: Einerseits müssen wir das Büro überzeugen, dass die Reise nötig und sinnvoll ist. Alle sollten versuchen, auf ihre Parteivertreter im Büro Einfluss auszuüben. Andererseits müssen wir das Programm besprechen. Der Teil in Bulgarien ist ausgezeichnet. Es fehlen allerdings die drei Namen Tomov (Reformpolitiker, Vizeministerpräsident), Dimitrov (Reformpolitiker, Anführer der demokratischen Widerstandsgruppe) und Tertliev (Sozialdemokrat). Diese drei *Opinion-leaders* sollten wir, wenn immer möglich, auch treffen können. Der Teil in Ungarn ist aber enttäuschend. Es wäre wünschbar, auch in Ungarn wichtige Persönlichkeiten treffen zu können (Parteivertreter, Reformkommunist Poschgai).

Auer: Poschgai war vor ein paar Jahren in der Schweiz und ist eine sehr interessante Persönlichkeit, mit der es sich zu sprechen lohnt.

M. Cevey : Il y a quelques années, une délégation parlementaire a pu avoir des contacts très intéressants lors d'un voyage en Hongrie. Nous avons pu établir des contacts approfondis, sans doute meilleurs qu'il ne sera possible d'en avoir en un voyage de deux jours seulement, comme prévu ici.

Je me demande si nous avons raison d'aller dans deux pays, car la visite risque d'être superficielle.

- 3 -

Frau Bär: Es ist unfassbar, dass wir nach zwei Monaten noch immer keine Antwort auf unser Gesuch erhalten haben. Die indirekte Auskunft über Herr Sauvant ist unbefriedigend. Der Kommissionspräsident soll mit dem Nationalratspräsidenten direkt Kontakt suchen, denn zu Beginn der Juni-Session müssen wir wissen, ob die Reise zustande kommt. Herr Grassi sollte als Kommissions- und Büromitglied die Bürositzung vom Freitag, den 31. Mai 1991, vorbereiten, um grösstmöglichen Einfluss zu nehmen.

Präsident: Die Kommission ist also nach wie vor der Meinung, dass das Seminar mit dem vorliegenden Programm durchgeführt werden soll. Die Frage stellt sich nun nach dem weiteren Vorgehen. Herr Mühlemann und ich werden mit Herrn Bremi noch vor der Sitzung vom nächsten Freitag sprechen. Die anderen Kommissionsmitglieder sollten sich jetzt erklären, mit welchen Mitgliedern des Büros sie Kontakt aufnehmen werden. Herr Mühlemann übernimmt Herrn Früh; Herr Auer Herrn Nebiker; Herr Bircher und Euler Herrn Longet und Herr Dietrich Herrn Grassi und Nussbaumer. Es fehlt noch Herr Hösli.

Frau Segmüller: Im Rahmen des ersten Paketes der Osteuropahilfe waren ungarische Gewerkschafter bei CNG in einem Stage. Wir könnten in Ungarn diese Leute treffen, die die Schweiz schon kennen. Dies dürfte der Legitimation unseres Seminars zugute kommen, denn wir könnten den Besuch als eine Art Evaluation der Osteuropahilfe deklarieren.

Präsident: Das nächste Osteuropahilfepaket von etwa einer Milliarde Franken rechtfertigt eine Evaluation, denn das Parlament hat ja auch die Funktion zu kontrollieren.

Bircher Silvio: Könnte man unsere Reise nicht aus dem Osteuroparahmenkredit finanzieren? Die negative Einstellung von Herrn Bremi beruht ja auch darauf, dass die Reise zu teuer sei. Mit meinem Vorschlag wäre dieses Problem gelöst.

Präsident: Das Argument, dass 120'000 Franken für die Reise zuviel sei, wurde von Herr Sauvant dem Nationalratspräsidenten suggeriert. In Bezug auf die Beanspruchung des Geldes aus dem Osteuroparahmenkrediten hat sich Herr Bundesrat Felber schon negativ geäussert.

Schaller: Der Vorschlag von Herrn Bircher ist schon aus Präzedenzgründen problematisch.

M. Petitpierre : Il faudrait peut-être limiter le nombre de personnes pour faire le geste et sauver la face. Du point de vue des rapports internationaux, il est en effet inadmissible d'annoncer qu'une délégation - qui plus est, de Suisse - ne peut venir pour cause de moyens financiers insuffisants.

Präsident: Es ist damit zu rechnen, dass zwei Drittel der Kommission am Seminar teilnehmen können. Es sollte sich auch niemand ersetzen lassen.

- 4 -

Burckhardt: Angesichts des erhöhten Gewichtes der Aussenpolitik im allgemeinen muss man sich fragen, ob nicht generell Kredite für Auslandsseminare von aussenpolitischen Kommissionen zu sprechen sind. Weiter ist es doch seltsam, dass das Geld für eine Kontrollfunktion, die ja zu unserer Arbeit gehört, fehlt. Wir können doch unsere Aufgaben nicht erfüllen, wenn es an den dazu notwendigen Krediten mangelt. Erstens soll man durch einen geeigneten parlamentarischen Vorstoss die Frage von Reisekrediten generell klären und zweitens sollte das Geld für unseren konkreten Fall aus den Osteuroparahmenkrediten bezogen werden.

Zbinden Paul: Ich habe grosse Vorbehalte, unsere Reisekosten über den Osteuroparahmenkredit finanzieren zu wollen. Gemäss den Weisungen des Büros sollten wir nur einen Drittel der Kommission schicken, denn Nachtragskredite für Auslandsreisen geben immer zu grosser Kritik Anlass.

Präsident: Es ist nicht zu verantworten, aus den Osteuropakrediten Geld für unser Seminar zu beziehen. Es stellt sich jetzt die Frage, ob wir die Bewilligung des Büros mit einem oder zwei Drittel der Kommission verlangen wollen.

Mühlemann: Es wäre falsch, jetzt schon freiwillig den Kredit nur für einen Drittel der Kommission zu verlangen. Ausserdem sind die 120'000 Franken für die ganze Kommission berechnet. Die Kosten sind also erheblich tiefer. Angesichts der generellen Aufwertung der Aussenpolitik muss sich auch das Büro den veränderten Umständen anpassen.

Frau Grendelmeier: Es wäre falsch, von Anfang an auf unseren Anspruch zu verzichten. Obwohl die Weisungen des Büros klar und noch neu sind, müssen wir dafür kämpfen, dass die erhöhte Bedeutung der Aussenpolitik auch hier zu einem Umdenken führt.

Euler: Die Weisungen des Büros sind nicht vom Parlament absegnet. Ich meine, dass wir unbedingt weiterhin das Seminar für die Gesamtkommission verlangen müssen. Die Reise nach Brüssel entsprach übrigens auch nicht dem Punkt 10 der Weisungen, der vom "benachbarten Ausland" spricht. Zudem sollte das Budget der tatsächlichen Zahl der Kommissionsmitglieder, die am Seminar teilnehmen können, angepasst werden.

Aebi: Das Budget ist kaum zu hoch angesetzt.

M. Cevey : Je comprends que ce voyage ait lieu, mais il faut le dimensionner de manière raisonnable. Il s'agit de penser ce que cela va coûter aux pays qui nous accueillent. Ici, nous avons d'ailleurs rarement reçu de délégations de plus de 10 personnes. Ces pays sont pauvres, et nous ne pouvons leur imposer une délégation de 20 personnes. En outre, l'opinion publique ne manquera pas de nous critiquer.

- 5 -

Präsident: Es bleibt dabei, dass die Kommissionsmitglieder die Büromitglieder angehen, um die Bewilligung für die Reise grundsätzlich zu erhalten.

Woker: Neben den guten Beziehungen zwischen der Schweiz und Ungarn / Bulgarien und der Arbeit der Schweizer Botschaft hat eine gewisse Erwartungshaltung, speziell im bulgarischen Fall, zu dem guten Programm geführt. Es besteht die Hoffnung, dass das Parlament mehr Geld für Bulgarien bewilligen wird. Das Programm in Ungarn ist weniger ausgestaltet, weil wir informiert wurden, dass das Büro die Reise noch nicht bewilligt hatte. Wir stehen langsam vor einem Zeitproblem, denn die Abmachungen in Bulgarien und Ungarn müssen bestätigt werden.

Frau Bär: Es ist ja so, dass mindestens ein Drittel der Kommission am Seminar teilnimmt. Die Reise kommt also sicher zustande.

Präsident: Die Entscheidung des Büros wird nächste Woche bekannt gegeben.

- 6 -

7. Stand der EWR-Verhandlungen

Präsident: Vor dem Referat von Herrn Bundesrat Felber sollten wir noch zwei Daten reservieren, um im Rahmen der EWR-Problematik zusammentreten zu können. (2. Hälfte August / Oktober, November)

Frey Walter: Der Datenentscheid hängt vom aktuellen Stand der EWR-Gespräche ab. Wann fallen die ersten Entscheide?

Schaller: Es ist heute noch nicht klar, wann genau die Entscheide fallen. So wie es heute aussieht, wird für die Paraphierung immer noch am 24./25. Juni 1991 in Salzburg festgehalten. Am 18./19. Juni ist noch einmal ein Ministertreffen EG/Efta vorgesehen. Die Verbindlichkeit dieser Daten ist unklar. Gemäss Signalen, die aus EG-Kreisen kommen, will man erst Ende Juli paraphieren. Zudem gibt es Informationen, wonach die EG beabsichtigt, den EWR-Vertrag zuerst auf seine Verträglichkeit mit den Römer Verträgen zu überprüfen, was eine Verzögerung bis in den Herbst zur Folge hätte. Wann die Vorlage ins Parlament kommt, ist schwierig abzuschätzen.

Präsident: Wir sind in der EWR-Arbeitsgruppe dahingehend informiert worden, dass der Vertrag vermutlich anlässlich der Ministersitzung vom 18./19. Juni 1991 feststehen wird. Die definitive Ratifizierung seitens der EG kann sich verzögern, der Inhalt des Vertrags wird sich dadurch aber kaum noch verändern.

Frey Walter: Ich möchte anregen, dass wir eine Sitzung noch im Juni ansetzen, so dass wir am Ball bleiben.

Präsident: Wir könnten in der dritten Sessionwoche zusammentreten.

Auer: Herr Schaller hat gesagt, dass der Bundesrat am 24./25. Juni in Salzburg paraphieren wird. Heisst das, dass der Bundesrat dem EWR-Vertrag zustimmen wird? Was heisst paraphieren?

M. Cevey : En fixant ces dates, n'oublions pas la volonté du Parlement d'être mieux impliqué dans la politique étrangère. La nécessité est apparue - des décisions de la commission de la réforme du Parlement devraient en être l'aboutissement - qu'avant de prendre de grandes décisions, le Conseil fédéral devrait tester l'état d'esprit des grandes commissions.

Je considère qu'il faudrait engager le dialogue avec le Conseil fédéral en début juillet, à un moment où il entrerait dans la phase de réflexion. On pourrait envisager une deuxième rencontre en fin août, mais en tous cas, ne pas attendre 3 mois.

- 7 -

Bircher Silvio: Wir müssen zwischen Paraphierung und Ratifizierung unterscheiden. Zwischen diesen beiden Momenten liegen mindestens 3 Monate. Wir müssen also nicht in Eile noch vor der Paraphierung tagen, denn paraphieren heisst doch, dass das Ausgehandelte von den Verhandlungspartnern zur Kenntnis genommen wird, was noch nicht Zustimmung bedeutet. Erst nach der Paraphierung beginnt für die Staaten die Phase der Entscheidung, ob dem Vertrag zugestimmt werden soll oder nicht. Wir müssen also während der Juni-Session nicht noch tagen.

Mühlemann: Bundesrat Delamuraz hat in der Wirtschaftskommission über das Prozedere informiert. Es ist nicht sicher, dass am 24./25. Juni in Salzburg paraphiert wird. Gemäss Bundesrat Delamuraz bedeutet Paraphierung nicht Zustimmung, sondern nur die Bestätigung, dass die Papiere den Verhandlungsverlauf korrekt wiedergeben. Weil der Bundesrat sich anlässlich der Paraphierung noch nicht erklären wird, ist die Phase zwischen Paraphierung und Ratifizierung ein Tummelfeld des Einflusses auf den Bundesrat. Die EG hat diesbezüglich vor, den EWR-Vertrag durch den europäischen Gerichtshof überprüfen zu lassen, ob er den Römer Verträgen entspricht, und danach im EG-Parlament verabschieden zu lassen. Dieses Prozedere dürfte dazu führen, dass der Bundesrat die Vorlage dem Parlament erst zu Beginn 1992 vorlegen kann. Weil wir im Juni (Session) und im Juli (Osteuropa-Seminar) schon zusammen sind, bedarf es nur eines weiteren Datums im August.

Auer: Herr Bircher hat mit Recht die juristische Bedeutung der Paraphierung dargelegt. Es geht aber um ein rasches Handeln aus politischen Gründen. Wir haben einen Bundesrat, der sich in dieser Frage durch ausserordentliche Unsicherheit ausgezeichnet hat. Die Situation in den Parteien ist nicht viel besser. Dieser politische Kontext hat dazu geführt, dass das Volk völlig verunsichert ist. Wenn der Bundesrat paraphiert und sich hinter den Vertrag stellt, werden die Parteien ihm wohl folgen. Um das Volk zu überzeugen, braucht es eine klare Linie. Die Kommission hat hier eine wichtige Informationsfunktion. Ich halte es für richtig, eine Sitzung nach dem Grundsatzentscheid des Bundesrates anzusetzen (spätestens im August, eventuell in der dritten Sessionswoche, je nach Resultat des Ministertreffens).

Wyss Paul: Zum Zeitpunkt der Ministertagung vom 18./19. Juni 1991 befinden sich die Efta-Parlamentarier in Reykjavik. Wir müssen also versuchen, die Koordination sicherzustellen. Man könnte sich auch vorstellen, dass der Bundesrat noch vor der Paraphierung mit uns Rücksprache nimmt. Die Bedeutung der Paraphierung muss abgeklärt werden. Geht es um die Kenntnissnahme, dass die Protokolle richtig geführt wurden, oder um einen Grundsatzentscheid zugunsten des EWR-Vertrags?

Borer: Ich möchte die Begriffe Paraphierung und Ratifizierung erläutern. Paraphierung heisst einzig, dass auf Beamtenstufe die Unterhändler initiieren, d.h. mit ihren Initialen Seite für Seite beglaubigen, dass das Ergebnis der gemeinsamen Verhandlungen im Vertragstext korrekt wiedergegeben ist, und sie sich einig sind, dass sie den Text ihren Regierungen unterbreiten. Der paraphierte Text hat also juristisch keine verbindliche Bedeutung. Dies wird in der Privatwirtschaft anders gehandhabt (Hinweis Frey Walter). Normalerweise ist die Paraphierung gar nicht nötig. Die EG hat hier aus internen Gründen

- 8 -

eine Paraphierung für nötig gehalten.

Im Anschluss an die Paraphierung prüft die Regierung das Verhandlungsergebnis. Wenn sie das Ergebnis gutheisst, unterzeichnet sie den Vertrag. Die Unterzeichnung bindet völkerrechtlich den Staat Schweiz noch nicht, sondern bringt nur den Willen der Regierung zum Ausdruck, dass sie den Vertrag für gut hält und das innerstaatliche Genehmigungsverfahren in die Wege leitet. An die Unterzeichnung durch den Bundesrat schliesst also das Vertragsgenehmigungsverfahren in der Bundesversammlung an. Wenn die Bundesversammlung genehmigt und kein Staatsvertragsreferendum ergriffen wird, ist der Bundesrat zur Ratifizierung ermächtigt.

Auer: Es ist nicht möglich, gegenüber dem Volk zu erklären, dass das Paraphieren keine Bedeutung habe. Aus politischen Gründen muss der Bundesrat zum Zeitpunkt der Paraphierung eine Erklärung abgeben, dass er willens ist, den Vertrag zu unterzeichnen.

Wyss Paul: Herr Borer hat gesagt, dass Herr Blankart paraphiert, wenn er mit dem Kompromiss einverstanden ist. Was geschieht, wenn der Kompromiss nicht erreicht wird?

Borer: Wenn keine Einigung zustande kommt, gibt es nichts zu paraphieren, weil die Vertragstexte eben nicht übereinstimmen. Man kann aber unter einem Vorbehalt paraphieren. Es ist möglich, in einer politischen Erklärung, die sich der Paraphierung anschliesst, bekannt zu geben, wo keine Einigung erzielt werden konnte.

Meine Ausführungen waren juristischer Natur. Herr Auer hat durchaus Recht, wenn er sagt, dass eine Paraphierung in diesem Fall eine politische Bedeutung hat. Herr Blankart wird sicher nie paraphieren, wenn er nicht die Rückendeckung des Bundesrates hat.

Rychen: Wird bei einer Paraphierung der Bundesrat anwesend sein? Wenn er anwesend ist, dann hat die Paraphierung einen politischen Gehalt und kann nicht mehr nur juristisch interpretiert werden.

Schaller: Die Verhandlungsdelegation unter der Leitung von Herrn Staatssekretär Blankart agiert gestützt auf ein bundesrätliches Mandat. Dieses Mandat weist einen gewissen Spielraum offen. Die Verhandlungen wurden z.T. auch auf Ministerebene geführt. Bei solchen Verhandlungen sind die Unterhändler nicht anwesend. Der sogenannte Durchbruch wurde denn auch von unseren Bundesräten Felber und Delamuraz ermöglicht. Es ist vorgesehen, dass das Treffen in Salzburg wiederum auf Ministerebene stattfindet. An diesem letzten Treffen ist es allerdings unwahrscheinlich, dass noch grosse Modifizierungen vorgenommen werden. Deshalb wurde ja auch ein Treffen eine Woche vorher vereinbart. Der rein technische Vorgang des Paraphierens nimmt jedoch der Verhandlungsleiter (Blankart) vor.

Frey Walter: Ist der Bundesrat bereit, vor der Paraphierung noch einmal mit dem Parlament Rücksprache zu nehmen?

Schaller: Es handelt sich um ein zeitliches Problem. Eine solche Rücksprache käme nur zwischen dem 18. und 24. Juni 1991 in Frage.

- 9 -

Präsident: Ich schlage vor, dass wir uns am 20. Juni 1991 treffen.

M. Cevey : L'article 85 de la constitution dit que l'Assemblée fédérale a la compétence en matière d'alliances et de traités avec les Etats étrangers. Nous allons dans la direction de la signature, ou de la non signature par la Suisse d'un traité important. Mon sentiment est qu'il serait dommage que la Commission des affaires étrangères, une fois le paraphe apposé, ne puisse pas engager le dialogue avec le Conseil fédéral, et ce, avant qu'il décide s'il va soumettre le traité à la ratification ou pas. Il est en effet décisif que les journalistes puissent orienter le Conseil fédéral en l'informant sur l'opinion publique.

M. Petitpierre : Je serai au Parlement, si c'est pendant le plénum. Je me demande si c'est une bonne formule.

Schaller: Herr Felber wird am 20. Juni an einem Aussenministertreffen der KSZE-Staaten weilen.

Frau Bär: Es wird ja am Montag der dritten Sessionswoche nach der Fragestunde eine Europa-debatte im Rat stattfinden.

Präsident: Die Debatte wurde inzwischen aus dem Programm gestrichen. Es ist zudem wenig sinnvoll, die Debatte am 17. Juni, noch vor der Ministertagung vom 18. Juni, führen zu wollen.

Die Kommission trifft sich am 21. Juni 1991, 11.00 Uhr nach Schluss der ordentlichen Session. Weiter wird sich die Kommission am 27. August 1991, 9.45 Uhr und am 6. November 1991, 16.00 Uhr treffen.

Orientierung durch Bundesrat Felber

M. Felber, conseiller fédéral : Nous sommes aujourd'hui arrivés au terme de la négociation sur l'Espace économique européen (EEE). Nous pouvons faire le point de la situation avec davantage de précision.

Préalablement, quelques mots sur la façon dont se passent ces négociations : la Communauté européenne (CE) a des règles de travail qui lui sont propres : les ministres des affaires étrangères qui forment le conseil des ministres de la CE discutent entre eux, puis ils communiquent leurs décisions à leur président qui à son tour, les reporte aux représentants de l'AELE. Les deux présidents respectifs se rencontrent, rapportent à leurs ministres, puis une rencontre entre ministres a lieu. Une telle réunion a eu lieu le 13 mai lors d'un dîner de travail à Bruxelles : l'installation est celle d'une salle de conférence avec interprétation simultanée, les textes étant remis en plusieurs langues. Les journalistes n'y sont pas admis.

Cette technique de piliers de négociations a enfermé les ministres de l'AELE dans cette impossibilité d'exprimer un point de vue négociable à la réunion générale, puisque tout avait été déjà dit. La percée politique escomptée n'a donc pas eu lieu. Cette rencontre s'est achevée sur une déclaration à l'égard de laquelle la Suisse n'a pu émettre que des réserves.

Notons, comme le souligne M. Mühlemann, que nos spécificités, notamment institutionnelles, nous isolent. On ne nous condamne pas pour autant, mais il est clair que si 18 pays sont prêts à s'entendre et qu'un seul ne peut se plier, on tend à ignorer les problèmes de ce dernier. On observe une évolution parmi nos amis européens : ces mêmes personnes qui, il y a quelques années, étaient prêtes à respecter nos particularités, montrent une certaine impatience actuellement, et nous conseillent d'adhérer.

Resultats obtenus : nous sommes au terme de cette négociation. La CE tient à obtenir un accord, d'autant plus qu'au regard des pays d'Europe centrale et orientale, elle souhaite ne pas exclure des pays démocratiques d'Europe occidentale. Parmi les pays de l'AELE, les préoccupations sont parfois différentes de celles de la Suisse : l'Autriche, la Suède, la Finlande, ont soit posé leur candidature à l'adhésion, soit annoncé leur intention de le faire. La Norvège et l'Islande sont des cas différents, et nous sommes en face d'une AELE qui ne présente pas une grande unité de vues.

Le paragraphe est prévu pour la fin juin. La CE, avant de signer ce traité, prévoit de le soumettre à la Cour européenne pour vérifier sa compatibilité avec le Traité de Rome.

La Suisse aurait souhaité certains accords plus ambitieux sur le plan institutionnel, ce qui explique les réserves de la part de la Suisse lors de la déclaration conjointe. Nous avons néanmoins accepté cette déclaration par crainte d'un veto de l'AELE, qui nous aurait totalement mis à l'écart des autres membres de l'AELE.

On a beaucoup parlé des quelques points qui posaient des problèmes, mais il faut rappeler que ce traité touche une matière extrêmement importante dans une série de domaines, et que ce traité constituera un pas important dans l'intégration de la Suisse.

Nous avons obtenu qu'une cour indépendante de l'EEE soit créée au sein de laquelle tous les pays ont un juge, y compris la Suisse. En cas de litige, on fera toujours appel au juge du pays concerné. Il est à regretter que cette cour ne puisse entamer les recours préjudiciels, ce qui risque de nuire à l'homogénéité du droit. Il ne sera pas possible de demander l'avis préalable de cette cour sur une décision, mais il faudra attendre un recours pour apprécier son bien-fondé.

Nous avons obtenu que nos négociations sur le transit alpin restent bilatérales, et ne soient pas une partie de l'EEE. Cela dit, la CE nous a fait savoir qu'il n'y aurait pas de conclusion à ce traité si l'on ne mettait pas un point final à ces négociations bilatérales.

Un accord est en outre intervenu sur la clause de sauvegarde générale de ce traité : les critères de déclenchement de celle-ci seront spécifiés dans les déclarations unilatérales qui seront annexées au traité. Pour la Suisse, y figureront la libre circulation des personnes ainsi que les achats de biens immobiliers. La clause de sauvegarde doit permettre à un pays de refuser une évolution du droit si celui-ci peut poser, dans le pays concerné, des difficultés économiques ou sociales etc.

Il a été aussi convenu que des experts de l'AELE pourront participer aux travaux préparatoires des mesures et décisions qui seront ensuite soumises par la Commission aux Comités de la CE, ce, lorsque celles-ci sont pertinentes pour l'EEE. Notons que pas moins de 2000 comités s'occupent des secteurs particuliers du droit communautaire et préparent les décisions de modification du droit communautaire.

Dans la préparation des nouvelles règles de l'EEE, nous aurions souhaité avoir la possibilité pour chacune des parties de s'exprimer individuellement, mais cela nous a été refusé. En outre, sur le plan institutionnel, l'opting out individuel n'a pas été accordé.

Sur le plan institutionnel, les solutions possibles pour sauvegarder les intérêts unilatéraux de notre pays sont la clause de sauvegarde, et le droit de veto, propre à l'AELE. Nous cherchons une solution qui permettrait à ceux qui n'émettent pas de veto d'accepter le nouveau droit. Ce serait une sorte d'"opting in" : l'idée est qu'un pays ayant émis le veto, toute l'AELE ne peut accepter le droit. Il s'agirait de ménager la possibilité pour ceux qui veulent de l'accepter.

Sur le plan de la substance, il se pose encore des problèmes à propos de la concurrence, des modalités de coopération entre l'organe de surveillance AELE et la Commission des Communautés, des périodes transitoires - la CE souhaite le 1er janvier 1993. Nous devons essayer de limiter la durée de ces périodes transitoires.

Nous avons obtenu que l'agriculture fasse l'objet de négociations bilatérales ultérieures à ce traité. Le fonctionnement du fonds de cohésion reste encore à régler.

Quelles sont les perspectives ? le Conseil fédéral, lorsqu'il a posé le problème de la politique européenne avant la fin de cette négociation, a vérifié 1) l'impossibilité matérielle d'une adhésion immédiate de la Suisse à la CE, 2) l'impossibilité politique de demander aujourd'hui au Parlement et au peuple suisse de déposer rapidement une demande d'adhésion à la CE.

Le Conseil fédéral a d'autre part constaté qu'en cas de non aboutissement de ce traité sur l'EEE, la Suisse allait courir le risque d'un isolement. La Suisse n'aurait pas l'avantage de pouvoir participer au Marché unique de 1993. Nous perdrons en outre la possibilité de faire entrer dans le droit national suisse l'acquis communautaire européen important qui permettra de le faire évoluer progressivement. Si la Suisse ne veut pas signer ce traité, notons que les autres pays le signeront malgré tout. Nous avons aussi constaté que la voie de négociations bilatérales avec la CE ne nous est pas ouverte, d'autant moins après que l'EEE aura été convenu. A l'aspect économique de ce traité, n'oublions pas que s'ajoutent l'éventail des domaines - culture, politiques d'accompagnement, libre circulation des personnes - qui nous engagent aussi.

Enfin, nous constatons, lorsque nous voulons négocier bilatéralement, que nous devons d'abord obtenir l'accord de la CE : celle-ci a décidé d'ouvrir des accords sur la dérégulation du trafic aérien, important pour la Suisse. La CE a choisi, contrairement à ce que nous escomptions, de négocier avec tous les pays scandinaves, mais pas avec notre pays. La raison en est que la CE met comme condition à cette négociation que la Suisse parvienne à un accord sur le transit. Or, l'absence d'accord sur le trafic aérien peut avoir de très graves conséquences sur notre compagnie nationale. En somme, notre volonté d'indépendance n'est plus compatible avec la volonté de la CE de traiter les problèmes de façon globale.

Nous savons que les difficultés, qui se feront sentir seulement après environ 10 ans. Si le traité EEE est signé, il nous permet de faire un pas en direction de l'intégration sans adhérer à la CE et de bénéficier du Marché unique, et il nous permettrait sans doute de procéder calmement à l'analyse de la politique européenne dans la direction de l'intégration ou de la non adhésion.

M. Petitpierre : Mon réflexe de parlementaire est de soutenir le Conseil fédéral dans sa visée d'aboutir dans la négociation EEE. Mon réflexe est aussi de demander aux Conseillers fédéraux de parler positivement de ce traité, le plus vite possible et le plus souvent possible. N'oublions pas que le public est insécurisé par cette question dont tout le monde se mêle. Ce point de vue positif doit apparaître auprès du public non seulement dans une optique économique, mais dans celle d'une intégration européenne, voire jusqu'à la défense nationale. Il ne faudrait pas présenter l'adhésion comme le volet avantageux du traité EEE: il est incompréhensible pour le citoyen suisse que d'un côté le traité EEE lui soit présenté comme une façon d'éviter l'adhésion, et de l'autre côté, que ce même traité soit présenté comme un pont vers l'adhésion.

- 13 -

Frey Walter: Herr Bundesrat Felber hat vom *court de justice indépendant* gesprochen. Wie ist dieser Gerichtshof konstituiert? Werden Mehrheitsbeschlüsse gefasst? Wieviele EG- und Efta-Richter sind vertreten?

Bezüglich des *clause de sauvegarde* hat Herr Bundesrat Felber den Binnen- und den Personenbereich angesprochen. Gilt das nur für die Zukunft, für die Evolution des Rechts, oder ist die *clause de sauvegarde* bereits im *aquis communautaire* enthalten?

In der Darstellung von Herrn Bundesrat Felber, die sehr informativ waren, fehlte die positive Seite eines Nicht-Zustandekommens des EWR-Vertrages.

M. Ziegler : Un parlementaire a une fonction : faire le relais avec l'opinion publique. Nous n'avons pas grand-chose à dire sur le contenu des négociations et sur la stratégie adoptée par le Gouvernement. Nous sommes cependant indispensables au moment des votations.

Or, vous faites fausse route : dans votre analyse, vous annoncez un accord, qui, selon vous, laissera le temps de réfléchir sur la marche ultérieure à suivre. Une telle attitude nous mène droit à l'impasse et nous allons nous trouver dans la même situation qu'en 1986 à propos de l'adhésion à l'ONU. A l'époque, M. Aubert avait annoncé que cette adhésion ne changerait rien pour la Suisse, en résultat de quoi cette votation s'est passée dans le désintérêt total, et a eu pour résultat un refus d'adhérer à l'ONU de la part des réactionnaires. La 11ème puissance industrielle du monde se trouve ainsi ne pas être membre des Nations-Unies.

Il se produira la même chose si vous vous maintenez dans cette position d'agnosticisme distingué. La seule façon de gagner les suffrages est de provoquer un "enthousiasme européen". A Genève, aux élections municipales récentes, la participation électorale a été de 24,8 %. Pour améliorer ce taux de participation, il faut annoncer les deux étapes successives :
1) EEE, 2) CE.

Mühlemann: Wir haben das gleiche Thema kürzlich in der Wirtschaftskommission behandelt.

Die beiden Bundesräte sprechen dieselbe Sprache, vertreten dasselbe und nehmen klarer Stellung. Heute fehlt es an einem Szenario für einen EWR-Vertrag ohne Schweiz. Die EG- und die Efta-Staaten werden den Vertrag nämlich mit oder ohne Schweiz akzeptieren. Welches sind die Alternativen zu einem EWR-Vertrag? Es kann ja nicht möglich sein, als Alternative ein EG-Vollbeitrittsgesuch zu stellen. Auch die andere Variante, sich in bilateralen Verhandlungen der EG anzunähern, scheint unmöglich. Es bleibt also der Alleingang, der davon ausgeht, dass wir uns selber europafähig machen. Nach der Vorlage über die Neuregelung der Bundesfinanzen scheint mir eine solche Vorstellung reichlich unrealistisch.

Unter allen Möglichkeiten ist der EWR-Vertrag die am wenigsten schlechte. Die zwei

- 14 -

Erfolge - 28 Tonnenlimite für Lastwagen in der Schweiz und Vetorecht bei künftigen Weiterentwicklungen des EWR-Rechts - , die die Schweiz in Brüssel erzielt hat, machen eine Unterzeichnung des EWR-Vertrags durchaus möglich.

Der Gesamtbundesrat muss bezüglich der Europafrage eine klare, einheitliche Sprache sprechen. Mit Blick auf eine Volksabstimmung ist es vonnöten, die Öffentlichkeit klar zu informieren.

Frau Segmüller: Die Transitverhandlungen haben dem Image der Schweiz einen sehr grossen Schaden zugefügt. Sogar wenn die Verhandlungen einen erfolgreichen Abschluss finden, bleibt das Gefühl von Druck und Pressionen bestehen. Die Verhandlungen müssen unbedingt noch vor der Paraphierung des EWR-Vertrages abgeschlossen werden.

Es wurde viel von der Verunsicherung in der Öffentlichkeit gesprochen. Der Ablauf der Verhandlungen hat den Eindruck eines orientalischen Bazars geweckt. Man hat lange erwartet, dass der Bundesrat eine *Bottom-line*, eine Art Schmerzgrenze bezüglich dem, was man alles von der EG akzeptieren kann, bekannt gibt. Weil nun offenbar die Chancen für eine Zustandekommen des Vertrages gewachsen sind, müssen die Vor- und Nachteile des Vertrages sowie die Erfolge, die die Schweiz in den Verhandlungen erzielt hat, der Öffentlichkeit klar dargelegt werden. Der EWR ist nur als Zwischenschritt zu einem Vollbeitritt zur EG sinnvoll. Eine klare Absichtserklärung des Bundesrates, ob er bereit ist, in diese Richtung zu gehen, ist gefordert. Auch von europäischer Seite wird endlich eine Festlegung des Europakurses der Regierung gewünscht. Weiter muss der Bundesrat klar machen, dass die EG zum Zeitpunkt eines möglichen EG-Beitritts der Schweiz anders gestaltet sein wird. Es geht um einen Beitritt zu einem konföderalen, subsidiär-organisierten Europa. Die CVP spricht sich mittelfristig für einen EG-Beitritt aus.

Der EG-Bericht von 1988 enthält die Gründe, warum wir nicht der EG beitreten können. Nachdem nun auch der Bundesrat die Idee aufgenommen hat, wäre es an der Zeit, den Bericht neu zu schreiben. Der Bericht vom November 1990 geht diesbezüglich zuwenig weit.

Präsident: Die von Frau Segmüller geforderte Absichtserklärung des Bundesrates bildet einen Punkt unserer Interpellation (vgl. Anhang).

Bircher Silvio: Der Bundesrat hat wohl nicht damit gerechnet, dass seine EWR-Verhandlungspositionen und -absichtserklärungen permanent in der Öffentlichkeit bekannt werden sollten. Diese Zielsetzungen sind ein taktisches Mittel, um in den Verhandlungen Erfolge zu erzielen. Herr Staatssekretär Blankart hat kaum damit gerechnet, dass alle diese publik gewordenen Ziele hätten realisiert werden können. Es wurde damit aber eine grosse Erwartungshaltung in der Öffentlichkeit aufgebaut. Mit Blick auf eine mögliche Volksabstimmung muss der Bundesrat nun deklarieren, dass die hoch gesteckten Verhandlungsziele mehr taktischer als minimaler Natur waren. Bisher hat sich der Bundesrat in den Verhandlungen eher ultimativ geäussert.

Ich bin der Meinung, dass wir den EWR-Vertrag unterzeichnen müssen. Eine Nicht-Unterzeichnung hätte eine Isolation nicht nur der EG sondern auch der Efta gegenüber zur Folge. Inhaltlich bietet der EWR-Vertrag Möglichkeiten, sich schrittweise dem EG-Recht anzunähern. Denjenigen, die einen EG-Beitritt ablehnen, ist zu empfehlen,

- 15 -

auch eine Unterzeichnung des EWR-Vertrages zu bekämpfen. Der EWR ist ein Zwischenziel. Es darf aber nicht sein, dass sich die EG- und die EWR-Befürworter bekämpfen. Die Parteien müssen offen deklarieren, ob sie den EWR als End- oder als Zwischenziel sehen. Wir können also nicht nur den Bundesrat kritisieren, er hätte zuwenig klar Stellung genommen, wenn wir dieser Forderung selber nicht nachkommen.

Die Frage stellt sich, ob der Bundesrat gewillt ist, am 25. Juni 1991 in Salzburg anlässlich der Paraphierung eine Bekenntnis bezüglich der Europafrage abzulegen. Ich würde begrüßen, wenn der Bundesrat Stellung beziehen würde.

Frau Grendelmeier: In den verschiedenen Voten kam die Sorge zum Ausdruck, dass die Richtungslosigkeit in den EWR-Verhandlungen zu einer enormen Verunsicherung des Volkes geführt hat. Die Frage stellt sich nach den Möglichkeiten der Information des Stimmvolkes. Die heutige Situation könnte durchaus in ein ähnliches Debakel führen, das wir bei der UNO-Abstimmung erlebt haben.

Ich möchte den Bundesrat bitten, so bald als möglich den Europakurs der Schweiz festzulegen. Dabei ist die Frage, ob der EWR ein Zwischen- oder ein Endziel darstellt, ganz zentral. Warum hat man nicht (wie Österreich und Schweden) bereits ein EG-Beitritts-gesuch gestellt? Warum kann man nicht unter den Verhandlungen hindurch den Fuss in die Tür halten, dass wir am Schluss nicht mit abgesägten Hosen da stehen? Ein möglicher EG-Beitritt käme sowieso erst in einigen Jahren in Frage.

Ich möchte anregen, dass der Bundesrat jetzt schon eine viersprachige Broschüre verfasst, die die Europadiskussion plausibel darstellt. Es ist unklug, die Informationsarbeit völlig den Medien zu überlassen, weil dieses Medium weniger objektiv arbeitet als die Verwaltung.

Rychen: Ich bin enttäuscht, dass die vielen Ideen bezüglich Informationspolitik nicht in die Tat umgesetzt wurden. Dieses Manko wird sich eines Tages negativ auswirken. Weil die Diskussion unabhängig von den politischen Positionen geführt werden muss, ist es unerlässlich, die Bevölkerung über die Begriffe des europäischen Integrationsprozesses zu informieren. Die modernen Massenkommunikationsmittel werden dazu von der Regierung nicht benützt. Dieser Zustand ist zu bedauern.

Ich stehe der fixen Idee, dass die EWR- mit der EG-Frage gekoppelt werden muss, skeptisch gegenüber. Ich bin der Auffassung, dass eine Absichtserklärung des Bundesrates, dass der EWR-Vertrag nur ein Zwischenschritt in Richtung EG-Vollbeitritt sei, einer Volksabstimmung über den EWR-Vertrag schaden würde. Es ist falsch, dem Bundesrat vorzuwerfen, dass er nicht schon von Anfang an klar Stellung genommen hat. Die sorgfältige Prüfung der Angelegenheit, ohne sich schon festzulegen, hat auch seine positiven Seiten. Dem Bundesrat ist für seine Arbeit zu danken.

Auer: Das Problem der Information der Öffentlichkeit stellt sich nicht nur wegen der unglücklichen Informationspolitik des Bundesrates sondern auch wegen der sehr komplexen Sache. Man muss diesbezüglich offen zugeben, dass die ursprünglichen Ziele in den Verhandlungen nicht erreicht worden sind. Weiter sind die Vor- und Nachteile einer Unterzeichnung des EWR-Vertrags transparent darzustellen. Schliesslich sind die möglichen Alternativen darzulegen.

Die Erfahrung von 1973, wo wir den Assoziierungsvertrag mit der Efta unterzeichnet

haben, bietet Anknüpfungspunkte für die Informationspolitik, auch wenn damals das Staatsvertragsreferendum noch nicht existierte. Der "Blick" hat es damals verstanden, dem Volk zu erklären, was der Assoziierungsvertrag bietet und welches die Folgen einer Nicht-Unterzeichnung wären.

Es ist falsch, bezüglich dem EWR von einem Zwischen- bzw. Endziel zu sprechen. Die mögliche Absichtserklärung, den EWR als Durchgang zur EG zu benutzen, ist ungeschickt, denn dann ist nicht einzusehen, warum man nicht direkt den EG-Beitritt beantragen könnte. Den EG-Beitritt als Endziel zu proklamieren ist auch falsch, denn die europäische Integration ist ein Prozess, der heute noch wenig definiert ist. Bevor der Europakurs der Schweiz festgelegt werden kann, muss der Kurs Europas bekannt sein. an Frau Segmüller: Es ist heute nicht klar, in welche Richtung sich Europa entwickeln wird. Das Schweizer Volk wird einem Beitritt zur heutigen EG niemals beistimmen.

Frau Bär: Viele Voten haben vom Bundesrat gefordert, er solle endlich erklären, wohin die Europareise gehen soll. Ich stehe solchen Absichtserklärungen ablehnend gegenüber. Die Nachteile eines EWR müssen ebenso wie dessen Vorteile dargestellt werden. Die Annahme, dass die EG demokratischer und föderalistischer werde, ist zu bezweifeln. Es ist falsch, anhand des EWR die Richtung der schweizerischen Politik der nächsten Jahre festzulegen. Eine solche Festlegung ist eher Gegenstand der Totalrevision der Bundesverfassung.

Präsident: Ich wollte die Forderung für eine Absichtserklärung des Bundesrates in das Pressecommuniqué aufnehmen. Die Voten haben nun gezeigt, dass meine Absicht in der Kommission nicht mehrheitsfähig ist. In der Interpellation sollten wir die Forderung hingegen belassen.

M. Felber, conseiller fédéral : En premier lieu, je rassure ceux qui croient que nous n'allons pas rendre position. Si le Conseil fédéral accepte de signer cet accord, c'est que nous allons le soumettre à ratification au Parlement, et si celui-ci se montre positif, au peuple. Il est clair que nous allons soupeser les inconvénients et les avantages de ce traité et déclarer publiquement les raisons de notre appréciation. Nous n'hésiterons pas à annoncer que nous avons été plus ambitieux, et nous exposerons quels effets il exercera sur notre vie nationale et les relations qu'il permettra entre la Suisse et le reste des pays industrialisés d'Europe, voire ensuite du monde.

Le Conseil fédéral a toujours déclaré que cet accord sur l'EEE

:

- 1) ne dictait pas automatiquement une adhésion à la CE,
 - 2) n'empêchait pas une adhésion à la CE.
- Autrement dit, la question de l'adhésion reste encore à discuter.

Enfin, un accord tel que l'EEE, s'il s'avérait non acceptable, peut être dénoncé.

- 17 -

Il est clair que le Conseil fédéral ne va pas présenter un accord qu'il est prêt à signer et à ratifier sans le défendre et avoir une attitude positive à son égard. Nous ne pensons pas non plus, d'accord avec M. Petitpierre, qu'il s'agit d'opposer cet accord à une adhésion.

(à M. Frey) Chaque Etat de l'AELE pourra désigner un juge pour cette cour indépendante. La cour, au moment où elle devra juger un dossier, sera composée de 8 juges, dont 5 de la Cour de justice des Communautés et 3 des 7 juges désignés par les pays de l'AELE. Cette proportion nous paraît équilibrée. Elle est chargée de régler les différends entre les parties lorsqu'il se pose des problèmes d'interprétation des règles de l'EEE à la demande de l'organe mixte ou d'une seule partie. Elle règle les différends entre l'organe de surveillance de l'AELE et un pays de l'AELE. Elle statue sur tous les recours formés par des entreprises ou par des parties contre les décisions de la structure de l'AELE dans le domaine de la concurrence.

La clause de sauvegarde est double : elle permet à un Etat de ne pas appliquer les règles qui lui sont imposées par le traité où par son évolution parce que cela crée des difficultés d'ordre politique, économique etc. dans le pays. Par conséquent, on peut aussi, quant à l'application du traité lui-même, demander une clause de sauvegarde. Par exemple, dans la libre circulation des personnes, si nous constatons que cela crée des problèmes sociaux graves dans les deux ans qui suivent, nous pouvons demander l'application de cette clause de sauvegarde. Cela touche non seulement le droit nouveau, mais aussi le droit du traité.

Je n'ai pas beaucoup parlé des points positifs car ils sont beaucoup plus nombreux que les points négatifs : pensons à toutes les normes sur les échanges de marchandises, à la libre circulation des personnes, à la libre circulation des capitaux, à la libre circulation des biens, tous ces points sont positifs, même s'il se pose encore par exemple le problème de la Lex Friedrich. Il y a en outre toutes les politiques d'accompagnement qui sont aussi extrêmement favorables

(science, éducation et recherche, par exemple). Le catalogue des points positifs est très vaste, et le Conseil fédéral se demande s'il va tout abandonner à cause de deux points litigieux.

(à M. Ziegler) Quand vous dites que nous faisons fausse route en annonçant ce temps de réflexion après l'accord EEE sur l'adhésion, et que nous ferions mieux d'annoncer l'adhésion, il faut admettre que c'est précisément ce que le Conseil fédéral ne veut pas faire. Nous savons que la discussion sur l'adhésion ne sera pas écartée. Nous ne refusons pas cette discussion, mais nous disons que cet accord nous permet d'adhérer ou de ne pas adhérer. Si nous déclarons cet accord comme une voie transitoire, nous ne posons pas la question au peuple suisse d'une manière honnête : cela revient à lui poser la question de l'adhésion. Or, nous sommes conscients qu'aujourd'hui, le peuple refuserait l'adhésion. Le peuple et nous-mêmes y sommes mal préparés.

- 18 -

(à Mme Grendelmeier) Nous ne faisons pas ce que l'Autriche, la Suède et la Finlande font pour plusieurs raisons : cette négociation a été très dure. Nous avons constaté, du moment où la Suède a annoncé sa candidature, que nous n'obtiendrions plus rien dans cette négociation. La CE attendait ce moment pour exercer une pression pour faire adhérer les autres pays. Or, cela pose des problèmes dans notre pays : ce n'est pas le Parlement majoritaire qui décide de l'adhésion.

(à M. Mühlemann) Il est clair que le Conseil fédéral devra prendre une position très précise et ne plus s'en départir.

(à Mme Segmüller) Effectivement, il est dommage que le problème du transit pèse sur la négociation. Le 13 mai à Bruxelles, nous avons réussi à l'écartier. Mais nous ne sommes pas responsables si 5 jours après, un des commissaires de la CE a posé le transit comme condition à tout accord EEE. Nous subissons cette pression, et nous essayons de venir à bout de ce problème. Nous avons obtenu qu'il n'y ait pas de circulation de poids lourds de nuit ni le dimanche. Le ferroutage n'est pas encore possible avant un ou deux ans, car il faudra modifier le Gothard et le Loetschberg. Ensuite viendrait la NEAT, si possible. Nous avons annoncé cette solution à la CE, mais certains ministres s'y opposent, trouvant la NEAT trop lente.

Le Conseil fédéral n'a absolument pas publié les bottom lines, parce que c'est toujours dangereux qu'un gouvernement annonce quelles limites il place à une négociation. La presse a publié des bottom lines à notre place. Ne pas publier de bottom lines nous laisse des portes ouvertes pour assouplir nos positions si nécessaire.

(à M. Bircher) Nos expériences des discussions hors Parlement nous ont été peu profitables. Il s'est ensuivi une cacophonie dans les journaux. Nous avons été en fait victimes d'une certaine transparence que nous avons choisie. Cela ne nous empêche pas d'annoncer que la brochure d'information sur le sujet est en voie d'achèvement. Elle devrait renseigner le public incessamment.

(à Mme Bär) Je suis d'accord avec vous : une déclaration du Conseil fédéral ne pourra se justifier que si elle s'appuie sur une proposition faite au Parlement. Nous avons déjà fait une déclaration générale : nous annonçons notre intention d'aller jusqu'au bout de cette négociation, le danger de l'"Alleingang" et notre intention subséquente d'étudier l'héventualité de l'adhésion. Cela a eu un effet favorable sur le public. Nous ne pouvons pas en revanche annoncer que l'EEE n'est qu'une transition avant la discussion de l'adhésion. Nous devons nous concentrer sur l'EEE et rappeler que cet accord ne nous oblige pas à adhérer, mais qu'il ne nous empêche pas de le faire.

- 19 -

Präsident: Die Kommission sollte nun zur Dringlichen Interpellation vom 30. Mai 1991 (vgl. Anhang) Stellung beziehen. Wir waren der Meinung, dass wir neben der Wirtschaftskommission und der Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Ständerates auch eine Interpellation einreichen sollten (Interpellation der Wirtschaftskommission vgl. Anhang).

Mühlemann: Wenn das Parlament eine Erklärung seitens des Bundesrates verlangt, muss unsere Kommission auch dabei sein. Wir könnten uns auch der Interpellation der Wirtschaftskommission anschliessen. Der vorliegende Text erfüllt den Zweck zu demonstrieren, dass man uns nicht übergehen darf.

Frau Segmüller: Es ist in der Tat wichtig, dass unsere Kommission die Initiative nicht der Wirtschaftskommission überlässt, hat doch das Geschäft nicht nur wirtschaftliche Dimensionen. Der Ingress des vorliegenden Textes ist zu schwach. Ich schlage vor, dass man schreibt: "Die EWR-Verhandlungen sind in die entscheidende letzte Phase gekommen. Der Bundesrat wird deshalb eingeladen, sich zu folgenden Fragen zu äussern: (...)". Den Zwischenteil kann man weglassen. Bei der zweiten Frage schlage ich vor, dass "erwünschtes" aus "... den EWR-Vertrag als erwünschtes Zwischenziel zu einem mittelfristig anzustrebenden EG-Beitritt zu erklären?" zu streichen.

Auer: Die zweite Frage ist suggestiv formuliert. Ich schlage vor, dass man "Forderung" durch "Interpretation" ersetzt, so dass die Frage neu heisst: "Wie verhält sich der Bundesrat zur Interpretation, den EWR-Vertrag *nur* als...".

Präsident: Die Kommission ist mit den Abänderungsvorschlägen von Frau Segmüller und Herrn Auer einverstanden. Die Dringliche Interpellation zur Europapolitik vom 30. Mai 1991 ist somit beschlossen. Es bleibt die Frage des Pressecommuniqués.

M. Petitpierre : Ne pourrions-nous pas suggérer au Bureau de traiter ce point devant les deux Chambres réunies ? Cela gagnerait du temps, et il s'agit d'une déclaration d'intention solennelle qui mérite ce traitement.

Präsident: Man will die verschiedenen Interpellationen zusammenfassen und in Form einer Erklärung des Bundesrates vor der Bundesversammlung ohne folgende Diskussion beantworten lassen. Ich werde das Anliegen von Herrn Petitpierre aber gegenüber dem Nationalratspräsidenten vertreten.

Frau Segmüller: Es stellt sich noch die Frage, ob bei der Beantwortung der Interpellationen die beiden Bundesräte Felber und Delamuraz anwesend sein werden. Eine Erklärung vor der vereinigten Bundesversammlung wird in der Regel vom Bundespräsidenten gehalten. Vor der EG-/Efta-Ministertagung wäre es unklug, eine solche politische schwergewichtige Erklärung des Bundespräsidenten zu verlangen. Zum jetzigen Zeitpunkt sollte das Geschäft noch bei den Departementen bleiben und eine Diskussion im Rat noch nicht erfolgen. Die Diskussion sehe ich in der September-Session.

- 20 -

M. Felber, conseiller fédéral : Notons que nous n'aurons pas terminé à ce moment-là, et qu'il sera peut-être difficile de prendre quelque position. En outre, compte tenu du calendrier très chargé des réunions au mois de juin, je ne peux pas garantir ma présence à cette date.

Präsident: Die Überlegungen werden an den Nationalratspräsidenten weitergeleitet.

8. Die Lage im Nahen- und Mittleren Osten nach dem Golfkrieg

Präsident: Wir müssen entscheiden, ob wir einverstanden sind, dass unser Postulat vom 20. März 1991 - "Beitrag der Schweiz zur Friedensregelung im Nahen und Mittleren Osten" - abgeschrieben wird. Ich möchte mich im Namen der Kommission bei M. Ducrey für das Papier über die philosophische Grundhaltung in den arabischen Staaten bedanken.

M. Ducrey : Vous avez reçu notre rapport du 2 mai dernier, et nous ne ferons que compléter son contenu par deux appréciations sur deux événements survenus dans l'intervalle: la mission de James Baker dans la région, et le traité intervenu le 22 mai dernier entre la Syrie et le Liban.

1) *La mission de James Baker* n'a pas apporté les résultats escomptés. On avait espéré que la victoire de la coalition contre l'Irak allait créer une dynamique nouvelle au Proche-Orient propre à générer un processus de décrispation qui devait être favorable à une solution des problèmes. Finalement, la percée attendue n'a pas véritablement eu lieu.

Le secrétaire d'Etat américain a peut-être commis une erreur importante dès le départ en ce sens qu'il a amplement endossé les thèses israéliennes : la convocation d'une conférence internationale de courte durée suivie de pourparlers bilatéraux. Une participation à une réunion régionale aurait duré quelques heures pour ensuite laisser face à face les principaux acteurs de la région.

Une telle entrée en matière a déjà provoqué un blocage, et il s'est présenté d'autres obstacles, dont :

- le choix des représentants palestiniens,
- le sort des résolutions 242, 338 et 425 des Nations-Unies,
- la présence de l'ONU au sein d'une conférence régionale, qui est acceptée seulement par les Palestiniens et qu'Israël rejette catégoriquement,
- la présence de membres du Conseil de sécurité.

Au fond, un autre élément est apparu : malgré tout ce que cette région a connu ces derniers mois, la communauté arabe n'a pas montré de cohésion. On avait imaginé au départ qu'il y avait trois chances de sauvetage, mais ces chances sont perçues différemment selon les acteurs :

- *pour Israël*, il y avait l'espoir d'être récompensé de la neutralité observée pendant la guerre du Golfe;
- *les arabes*, de leur côté, estimaient que, si l'ONU avaient été si exigeante quant à l'application des résolutions du Conseil de sécurité contre l'Irak, elle devrait montrer la même exigence à l'égard d'Israël à propos des résolutions 242, 338 et 425.
- *les Américains* estimaient pouvoir manifester quelque autorité en tant que vainqueurs de cette guerre.

- 22 -

Finalement, ces trois atouts, en main d'acteurs différents se sont neutralisés. Pourtant il ne faut pas estimer que le bilan est entièrement négatif : il y a eu le sentiment de la nécessité de parvenir à des résultats et qu'il était impossible de contourner continuellement le problème palestinien et la présence d'une délégation palestinienne aux négociations. Actuellement, l'impression qui prévaut aux USA est de se donner un temps de réflexion, et peut-être M. Baker va-t-il tenter encore de débloquer la situation.

La Suisse, dans ce contexte, prévoit d'engager le moment venu l'ambassadeur Brunner sur le terrain. Pour l'instant, l'ambassadeur Brunner a qualité de représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies, il est en contact avec les parties pour définir comment surmonter l'obstacle de la présence des Nations Unies à la table des négociations. Autrement dit, il s'agit de persuader les Israéliens qu'ils doivent accepter la présence des Nations Unies dans le processus de négociations.

2) *Le traité "De fraternité, de coopération et de coordination" entre la Syrie et le Liban* est un document sans précédent dans l'histoire des deux pays. Rappelons qu'ils ne se sont jamais reconnus mutuellement et n'entretiennent pas de relations diplomatiques. Ce traité n'est pas entièrement négatif en ce sens que par le fait même de le signer, la Syrie accepte implicitement l'existence du Liban. En même temps, le Liban se trouve contraint à une certaine dépendance vis-à-vis de la Syrie.

Au Liban, ce traité a été plutôt mal accueilli. Un commentateur de notre ambassade en Syrie parle de "stille und bittere resignation". A vrai dire, les Libanais ont connu de tels bouleversements que ce traité constitue un moindre mal, plutôt que de laisser s'entretuer les factions à l'intérieur de leur pays. Ils sont néanmoins conscients de l'emprise que la Syrie va exercer et cela pourrait mener à une recrudescence de la tension entre Israël et le Sud Liban. Les observateurs de l'ONU n'ont cependant pas observé de mouvement de troupes extraordinaire depuis la signature du traité, le 22 mai dernier.

Le Liban connaît une économie de marché ainsi que la liberté de la presse, que la Syrie ne connaît pas, et il est encore trop tôt pour savoir si ces libertés politiques seront respectées.

A propos de notre rapport du 2 mai, soulignons que la tragédie des Kurdes, fortement médiatisée, risque de détourner notre attention des autres problèmes, notamment de ceux que rencontrent les chiites en Irak. Hier même, nous avons reçu un document de notre ambassade à Téhéran qui est alarmant : *"le massacre des pèlerins à Najaf continue. La destruction au canon d'hôpitaux en fonction, la tuerie de 700 jeunes gens à Bassrah par le ministre irakien de l'intérieur. Réunies sur une place, leurs dépouilles ont été abandonnées aux chiens. Nombreux massacres au couteau, largage de civils du haut d'hélicoptères, noyades massives dans le Tigre de civils attachés les uns aux autres, exécutions massives au bord de fosses communes perpétrées par le frère même de Saddam Hussein.."* Or, ici les médias occidentaux ne sont pas présents.

Nous essaierons de vérifier cette situation et de prendre les mesures que nous pouvons.

- 23 -

Rychen: Das Regime von Saddam Hussein ist weiterhin an der Macht. Wir können dies zwar nicht ändern, aber wir müssen es verurteilen.

Auer: Ich unterstütze den Antrag Rychen, dass man im Pressecommuniqué schreibt, dass wir von den neuen Entwicklungen im Nahen- und Mittleren Osten Kenntnis genommen haben und dass wir das Regime Hussein verurteilen.

Präsident: Das Anliegen von Herrn Rychen wird aufgenommen.

Frau Bär: Welches sind die Möglichkeiten der offiziellen Schweiz, in dieser Sache aktiv zu werden?

Auer: Es wird sich eines Tages die Frage stellen, ob die Sanktionen gegen Irak aufgehoben werden sollen. Eine Verurteilung des irakischen Regimes im Pressecommuniqué könnte das Verständnis in der Öffentlichkeit fördern, dass der Bundesrat an den Sanktionen festhalten will.

Rychen: Hat der Bundesrat nicht auch die Möglichkeit, den diplomatischen Vertreter Iraks zu zitieren, um das Wirken Iraks zu verurteilen?

M. Felber, conseiller fédéral : Pour répondre à Mme Bär : Vous savez que nous ne pouvons rien faire, ce serait de l'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays. L'important est de dénoncer, et ce n'est jamais sans effet.

On ne peut plus citer l'ambassadeur car l'ambassade est fermée.

M. Auer a raison de dire qu'il faut maintenir l'embargo, car il faut faire sombrer ce régime. L'autre possibilité serait une intervention humanitaire en faveur des Chiites réfugiés en Iran.

Frau Grendelmeier: Ich möchte anregen, dass wir die Aufrechterhaltung der Sanktionen ins Pressecommuniqué aufnehmen.

Auer: Die Meinung war, falls die UNO die Sanktionen weiterhin aufrecht erhält und der Bundesrat dem zustimmen muss, dass wir den Bundesrat durch die Verurteilung des irakischen Regimes indirekt unterstützen. Wir können im Pressecommuniqué nicht schreiben, dass die Sanktionen aufrechterhalten werden sollen, denn dies ist Angelegenheit der UNO.

Präsident: Wir können aber schreiben, dass wir die Aufrechterhaltung der Sanktionen für gerechtfertigt halten. Die Frage des Postulats bleibt noch zu beantworten. Die kurze Beantwortung des Bundesrates entspricht meinen Vorstellungen nicht.

Frau Segmüller: In der jetzigen Situation sollten wir nicht unnötig Arbeit für das EDA

- 24 -

produzieren. Wir sollten die Antwort des Bundesrates akzeptieren und das Postulat abschreiben.

M. Felber, conseiller fédéral : Le rapport constitue notre réponse. Nous avons aussi accepté le postulat qui demandait un rapport général sur la politique étrangère. Ce rapport sera la somme de l'ensemble des informations données, mais n'oublions pas que l'actualité change très rapidement.

Präsident: Die Kommission teilt die Meinung von Frau Segmüller. Herr Botschafter Ducrey wird gebeten, einen kurzen Bericht über die aktuelle Situation der Kurden und der Schiiten aufgrund der Nachricht der Botschaft zu verfassen.

- 25 -

9. Verschiedenes

Präsident: Es ist vorgesehen, am 6. September 1991 eine ordentliche Sitzung in Zusammenhang mit dem Europatag in Samedan abzuhalten. Eine definitive Anmeldung sollte nächstens erfolgen. Ich schlage vor, dass wir uns um 14.00 Uhr treffen, um uns den Resultaten der Workshops der europäischen Jugend zu widmen. Anschliessend könnten wir von 15.00 - 18.00 Uhr unsere reguläre Sitzung abhalten. Weil viele Parlamentarier am Abend engagiert sind, schlage ich vor, dass die AAK für den Abend nichts organisiert.

Frau Segmüller: Am 6. September 1991 finden die Fraktionssitzungen statt. Die Fraktionen weigern sich, die Sitzung wegen einer Kommissionssitzung zu verschieben. Es darf nicht vorkommen, dass an dieser Kommissionssitzung reguläre Geschäfte behandelt werden.

Präsident: Die Kommissionssitzung wurde schon sehr früh angekündigt. Alle Fraktionen wurden informiert. Einige Fraktionen haben darauf Rücksicht genommen. Die Festsetzung der CVP-Fraktion, zur gleichen Zeit zu tagen, ist in voller Kenntnis unserer Sitzung erfolgt.

Frau Segmüller: Die Fraktionssitzungen werden regelmässig abgehalten und werden nicht speziell vereinbart. Die CVP-Fraktion akzeptiert die AAK-Sitzung vom 6. September nicht.

Frau Grendelmeier: Es ist falsch, die Sitzung der Kommission zuungunsten der Fraktionen noch in die Zeit vor den Wahlen hineinpressen zu wollen.

Präsident: Die Kommission hat das Programm in Samedan gutgeheissen.

Frey Walter: Auch wenn die Kommission dem Programm zugestimmt hat, sind wir in unserer Fraktion nicht durchgedrungen, so dass die Fraktionssitzung nicht verschoben wurde.

Auer: Es ist doch nicht möglich, zuerst zu beschliessen, diesen Tag in Samedan abzuhalten und nun, da die Fraktionen nicht bereit sind zu verschieben, ihn wieder absagen zu wollen.

Frau Grendelmeier: Ich habe schon damals auf die Fraktionssitzung hingewiesen. Es geht nicht an, dass die Fraktionssitzung wegen einer einzigen parlamentarischen Kommission verschoben werden muss.

Präsident: Ich schlage folgendes Vorgehen vor: Herr Aebi klärt nächste Woche ab, wer nach Samedan kommen kann und wer nicht. Wenn die Hälfte kommen kann, findet die Sitzung, nur auf die Kontakte mit der europäischen Jugend ausgerichtet, statt. Die regulären Traktanden fallen also weg. Die Sitzung vom 27. August 1991, die wir unter Traktandum 7 - Stand der EWR-Verhandlungen - festgelegt haben, bietet Möglichkeit, die anstehenden Geschäfte zu behandeln.

Schluss der Sitzung: 12.25 Uhr

NATIONALRAT
Sondersession Januar 1991

91.404 Parlamentarische Initiative Zbinden Hans vom 21. Januar 1991

Reform der Aussenpolitik

Gestützt auf Artikel 93 Absatz 1 der BV und auf Artikel 21bis des GVG wird folgende parlamentarische Initiative in der Form einer allgemeinen Anregung eingereicht:

Die schweizerische Aussenpolitik wird zukünftig gemeinsam zwischen Bundesrat und Parlament gestaltet.

Die Aussenwirtschaftspolitik ist dabei integraler Bestandteil der Aussenpolitik.

In diesem Sinne sind

- kurzfristig die bestehenden gesetzlichen Spielräume extensiv und flexibel zu nutzen;
- längerfristig die entsprechenden Verfassungsgrundlagen anzupassen
- und breit abgestützte Grundsätze für eine aktive und umfassende Aussenpolitik zu entwickeln.

Réforme de la politique étrangère

Me fondant sur l'article 93, 1er alinéa cst et l'article 21bis LREC, je dépose l'initiative parlementaire suivante conçue en termes généraux:

A l'avenir, la politique étrangère suisse sera élaborée conjointement par le Conseil fédéral et le Parlement.

Ce faisant, la politique économique extérieure sera intégrée à la politique étrangère.

A cet égard, il convient:

- à court terme, d'utiliser de manière extensive et souple la liberté d'action ménagée par la loi;
- à plus long terme, d'adapter les bases constitutionnelles pertinentes
- et d'énoncer des principes s'appuyant sur une large base pour une politique étrangère active et globale.

(Begründung)

NATIONALRAT
Sondersession Januar 1991

91.404 Parlamentarische Initiative Zbinden Hans vom 21. Januar 1991

Reform der Aussenpolitik

Begründung

Als die Schöpfer der Bundesverfassung 1848 dem Bundesrat die Kompetenz in Sachen Aussenwirtschaft und Aussenpolitik übertrugen, war die schweizerische Oekonomie kaum international vernetzt, und die Aussenpolitik beschränkte sich vorwiegend auf die Schlichtung von Grenzkonflikten.

In der Zwischenzeit haben sich die Voraussetzungen der damals festgelegten Bundeskompetenz völlig verändert. Ein immer grösser werdender Teil unserer Wertschöpfung realisieren wir durch den Aussenhandel. Und das kommende Jahrzehnt wird für die Schweiz aller Voraussicht nach ein Jahrzehnt der Aussenpolitik werden, wo massgebende Bedingungen für die Innenpolitik im internationalen Dialog festzuschreiben sind.

Die Dominanz des Bundesrates in Sachen Aussenpolitik und Aussenwirtschaft hatte zur Folge, dass der Souverän in diesen politischen Sparten nur selten zur Urne gerufen wurde und deshalb einen allgemein tiefen Informationsstand aufweist.

Weitreichende und grundsätzliche aussenpolitische und aussenwirtschaftliche Entscheide, wie sie demnächst (GATT, EWR) und in Zukunft (EG) anstehen, bedürfen aber einer früh einsetzenden öffentlichen Diskussion und einer breiten Abstützung in der Bevölkerung. Nur so sind Desorientierungen, Unsicherheiten und Ueberforderungen, wie wir sie zur Zeit in Fragen der europäischen Einigung und in den GATT-Verhandlungen wahrnehmen können, zu vermeiden.

Aus diesen Gründen ist neu ein dialogisches Modell der Entscheidungsfindung in der Aussenpolitik zu installieren: In partnerschaftlicher Zusammenarbeit zwischen Bundesrat und Parlament. Auf diese Weise können National- und Ständerat ihre notwendige Scharnierfunktion in der öffentlichen Meinungsbildung zwischen Regierung und Volk besser wahrnehmen. Der traditionsgemäss niedrige Informationsstand in Sachen Aussenpolitik und Aussenwirtschaft wird zusätzlich erhöht.

Neben der staatspolitischen Gewichtsverschiebung vom Bundesrat zum Parlament sind auch die entsprechenden Arbeitsabläufe und Gremien in Verwaltung und Parlament zu reorganisieren.

Und nicht zuletzt zeigen die bisherige Haltung und die Unsicherheit der Schweiz im Rahmen des Golfkrieges deutlich, dass auch die bestehenden Grundsätze der Aussenpolitik auf breiter Basis neu zu definieren sind.

Im Sinne einiger illustrierender Beispiele könnte sich die Gewichtsverschiebung in folgenden Bereichen äussern: Formulierung einer aussenpolitischen Konzeption mit entsprechenden Handlungsgrundsätzen / Festlegung von Aktionsprogrammen / Definition von Rahmenpositionen für internationale Verhandlungen / Umschreibung der CH-Rolle in internationalen Organisationen / Krisenmanagement, usw.

CONSEIL NATIONAL

Session spéciale janvier 1991

91.404 Initiative parlementaire Zbinden Hans du 21 janvier 1991Réforme de la politique étrangèreDéveloppement

Lorsque les auteurs de la constitution ont attribué en 1848 au Conseil fédéral les compétences en matière de politique économique extérieure et de politique étrangère, l'économie suisse n'était guère intégrée à l'économie mondiale et la politique étrangère se bornait à quelques interventions de médiation dans des conflits territoriaux.

Entre temps, les conditions dans lesquelles s'exercent les compétences fédérales alors définies ont complètement changé. Nos recettes proviennent pour une part toujours croissante du commerce extérieur. Et la décennie qui commence sera selon toute vraisemblance pour la Suisse une période où d'importants éléments de politique intérieure se définiront dans le dialogue international.

L'influence prépondérante du Conseil fédéral en matière de politique étrangère et de politique économique extérieure a eu pour conséquence que le peuple n'a été que rarement appelé aux urnes dans ces domaines et que, de ce fait, il est en général moins bien informé sur ces sujets.

Or, en vue de décisions fondamentales et d'une grande portée touchant ces domaines, telles celles qui devront être prises prochainement (GATT; EEE) ou à l'avenir (CE), il est nécessaire d'ouvrir à temps un grand débat public et d'obtenir un large appui au sein de la population. C'est le seul moyen d'éviter que la population ne se sente désorientée, inquiète ou dépassée par les événements, comme c'est le cas actuellement s'agissant de l'intégration européenne ou des négociations du GATT.

Pour ces raisons, il convient d'instaurer un nouveau type de dialogue s'agissant de définir les décisions à prendre en matière de politique étrangère: le Conseil fédéral et le Parlement doivent y travailler conjointement. Cela permettra au Conseil national et au Conseil des Etats de mieux remplir, dans la formation de l'opinion publique, leur fonction d'articulation entre le gouvernement et le peuple. Et cela permettra aussi d'intensifier une information, restée encore modeste par la force des choses, en matière de politique étrangère et de politique économique extérieure.

Outre ce transfert d'influence entre le Conseil fédéral et le Parlement, réforme qui entre dans le cadre de la politique générale, il conviendra aussi de réorganiser les procédures de travail et les organes ad hoc dans l'administration et au sein du Parlement.

Enfin, l'attitude et les hésitations de la Suisse dans le cadre de la guerre du Golfe montrent clairement que les principes actuels sur lesquels s'appuie notre politique étrangère doivent être redéfinis et fondés sur une base plus large.

Pour illustrer de quelques exemples ce transfert d'influence, on peut citer les domaines suivants: définir une conception de la politique étrangère assortie de principes sur lesquels se fondera l'action / élaborer des programmes d'action / définir des positions générales en vue de négociations internationales / préciser le rôle de la Suisse dans les organisations internationales / prévoir la gestion de crises, etc.

Nationalrat

Vom BUNDES RAT am - 8. MAI 1991 gutgeheissen <i>FL</i>
--

Schriftliche Beantwortung

91.3035 Motion der Kommission für auswärtige Angelegenheiten
 vom 29. Januar 1991

Aussenpolitisches Konzept der Schweiz

Der aussenpolitische Wandel der jüngsten Zeit führt zu komplexen Problemen, die auch unser Land herausfordern. Es entstehen politische, wirtschaftliche, oekologische, demographische, militärische und soziale Risiken, die ein entsprechendes aussenpolitisches Konzept verlangen. Es sind dabei die zukünftigen Beziehungen der Schweiz zum Ausland zu definieren.

Im besonderen ist eine verstärkte Mitwirkung der Schweiz bei der Gestaltung Europas notwendig.

Der Bundesrat wird beauftragt, dem Parlament folgende Vorlagen zu unterbreiten:

1. Botschaft für eine verfassungsmässige Abstützung der schweizerischen Aussenpolitik (Neufassung von Artikel 8 und Artikel 102, Ziffer 8 und 9, Beziehungen zum Ausland mit Schwergewicht Europa, Kompetenzausscheidung zwischen Bundesrat und Parlament).
2. Bericht für eine zukünftige Aussenpolitik (ausserpolitisches Konzept).

Begründung

Die Verfasserin der Motion verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Stellungnahme des Bundesrates

1. Die Motion verlangt zum einen vom Bundesrat eine Botschaft für eine neue verfassungsmässige Abstützung der schweizerischen Aussenpolitik, insbesondere hinsichtlich der Kompetenzausscheidung zwischen Bundesrat und Parlament. Wie in anderen Bereichen der Staatsleitung legt die Bundesverfassung die Wahrnehmung der auswärtigen Angelegenheiten sowohl in die Hände des Bundesrates als auch der Bundesversammlung. Regierung und Parlament stehen auch hier in fortdauernder Kooperation, in ständiger Durchdringung und gegenseitiger Abhängigkeit. Dabei wirkt jedes Verfassungsorgan gemäss seiner spezifischen Funktion und Eignung am aussenpolitischen

Prozess mit. Der Bundesrat vertritt die Eidgenossenschaft gegenüber dem Ausland, nimmt die völkerrechtlich verbindlichen Handlungen vor und wahrt die aussenpolitischen Interessen der Schweiz insgesamt (Artikel 102 Ziffer 8 der Bundesverfassung). Die Bundesversammlung verfügt dank ihrer Zuständigkeit zu Massnahmen für die äussere Sicherheit und Behauptung der Unabhängigkeit (Artikel 85 Ziffer 6 der Bundesverfassung), dank ihrem Genehmigungsrecht beim Abschluss von Staatsverträgen (Artikel 85 Ziffer 5 der Bundesverfassung) sowie dank ihrer umfassenden Gesetzgebungs-, Finanz- und Kontrollbefugnisse über wirksame Mittel zur Mitwirkung im Bereich der auswärtigen Angelegenheiten. Die Bundesversammlung wird vor allem bei der Bezeichnung der wesentlichen Ziele und Mittel der Aussenpolitik sowie bei aussenpolitischen Grundsatzfragen und weittragenden Entscheidungen umfassend in die Willensbildung einbezogen.

Wie der Bundesrat bereits in seiner Antwort auf die Motion Portmann vom 7.2.1990 über die Mitwirkung der Gewalten bei der Sicherheits- und Staatsvertragspolitik der Schweiz feststellt, hat sich diese verfassungsrechtliche Zuweisung der Zuständigkeiten der Bundesorgane im Bereich der auswärtigen Angelegenheiten bewährt und wurde daher auch von der Expertenkommission für die Vorbereitung einer Totalrevision der Bundesverfassung übernommen. Insbesondere hat die Praxis der vergangenen Jahre gezeigt, dass die geltende Verfassungsordnung der Bundesversammlung ausreichend Raum zur wirkungsvollen Einflussnahme auf die Aussenpolitik gewährt. Das Parlament hat z.B. durch das Bundesgesetz über die internationale Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe vom 19. März 1976, die Diskussion und Bewilligung der periodischen Rahmenkredite sowie die Wahrnehmung seines Oberaufsichtsrechts die schweizerische Entwicklungshilfe massgeblich geprägt. Eine ähnliche Einflussnahme wird die Bundesversammlung im Bereich der Zusammenarbeit mit Ost- und Mitteleuropa ausüben. Auch bei der Gestaltung des Verhältnisses der Schweiz zur Europäischen Gemeinschaft und den Verhandlungen über einen Europäischen Wirtschaftsraum hat der Bundesrat die Bundesversammlung und ihre aussenpolitischen Kommissionen regelmässig informiert und die kooperative Zusammenarbeit gesucht.

Es ist jedoch nicht auszuschliessen, dass im Hinblick auf die Parlamentsreform oder die Entwicklung unserer Beziehungen zur Europäischen Gemeinschaft neue Formen der parlamentarischen Beteiligung oder Kontrolle im Bereich der Aussenpolitik ins Auge gefasst werden müssen. Zum gegenwärtigen Zeitpunkt erachtet es der Bundesrat aber als noch verfrüht, der Bundesversammlung einen Entwurf für eine Aenderung der Bundesverfassung im Bereich der Kompetenzverteilung zwischen Parlament und Regierung in den auswärtigen Angelegenheiten zu unterbreiten.

2. Die Motion regt ferner eine Aufnahme von neuen Bestimmungen über aussenpolitische Zielsetzungen, insbesondere über eine verstärkte Mitwirkung der Schweiz in Europa, in die Bundesverfassung an. Die Frage der Aufnahme aussenpolitischer Programmsätze und Zielbestimmungen in die Verfassung wurde insbesondere im Zusammenhang mit der Totalrevision unserer Bundesverfassung diskutiert. In der Expertenkommission hielten die einen den vorgelegten Entwurf für zu abstrakt und des normativen Charakters entkleidet, die anderen für zu punktuell und zu wenig umfassend, dem breiten Spektrum aussenpolitischer Belange nicht entsprechend. Bei einer weiteren Konkretisierung und Ausführung dieser Zielsetzungen erschienen diese zu sehr einer spezifischen Tagespolitik verhaftet und ohne Ausblick auf neue Horizonte. Zudem konnte bereits innerhalb der Expertenkommission kein Konsens darüber gefunden werden, in welche Richtung eine künftige Aussenpolitik schreiten müsste. Daher wurde schliesslich die Einführung einer Bestimmung über aussenpolitische Zielsetzungen abgelehnt. Mit den gleichen Schwierigkeiten würden die Bundesbehörden erneut konfrontiert, wenn sie jetzt die Aufnahme von aussenpolitischen Programmartikeln in die Bundesverfassung an die Hand nähmen. Ueberdies werden die Bundesbehörden in naher Zukunft eine ganze Reihe von wichtigen aussenpolitischen Entscheiden zu treffen haben. Zum Teil werden Volk und Stände diese Grundsatzentscheide an der Urne zu sanktionieren haben. Es rechtfertigt sich daher nicht, Verwaltung und Parlament zusätzlich mit der Ausarbeitung und Behandlung einer Botschaft über die Teilrevision der bewährten Kompetenzverteilung im auswärtigen Bereich oder über aussenpolitische Zielsetzungen in der Bundesverfassung zu belasten. Es genügt, wenn diese Fragen im Rahmen eines Berichts über die künftige Aussenpolitik behandelt werden. Soweit sich später ein dringendes Bedürfnis zur verfassungsmässigen Verankerung von aussenpolitischen Zielbestimmungen zeigt, kann der Bundesrat im Rahmen der Arbeiten zur Totalrevision der Bundesverfassung dieses Anliegen berücksichtigen.

Aufgrund dieser Ueberlegungen hält es der Bundesrat nicht für angebracht, der Bundesversammlung eine Botschaft für eine neue verfassungsmässige Abstützung der schweizerischen Aussenpolitik vorzulegen.

3. Hingegen ist der Bundesrat bereit, der Bundesversammlung einen Bericht über das aussenpolitische Konzept der Schweiz in diesem Jahrzehnt angesichts der komplexen politischen, wirtschaftlichen, oekologischen, demographischen, militärischen und sozialen Herausforderungen vorzulegen. Allerdings ist gemäss Artikel 29 Absatz 1 des Geschäftsreglements des Nationalrates vom 4. Oktober 1974 die Erstattung eines Berichts allein keine Massnahme, die in Form der Motion verlangt werden kann. Hierfür ist vielmehr die Form des Postulats vorgesehen. Der Bundesrat ist bereit, die Motion in Form eines Postulats entgegenzunehmen.

Erklärung des Bundesrates

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Conseil national

CONSEIL FÉDÉRAL le - 8. MAI 1991

Réponse écrite

91.3035 Motion de la Commission des affaires étrangères
 du 29 janvier 1991

Conception de la politique étrangère de la Suisse

Les changements intervenus récemment en politique étrangère soulèvent des problèmes complexes auxquels notre pays est aussi confronté. Il en résulte des risques d'ordre politique, économique, écologique, démographique, militaire et social qui appellent un concept de politique étrangère approprié. Il y a lieu de définir les relations futures de la Suisse avec l'étranger.

En particulier, une coopération renforcée de la Suisse à la construction de l'Europe s'impose.

Le Conseil fédéral est invité à présenter les documents suivants:

1. Un message pour un renforcement constitutionnel de la politique étrangère (Nouvelle version de l'article 9 et de l'article 102, chiffres 8 et 9 cst, relations avec l'étranger - point fort l'Europe, délimitation des compétences entre le Conseil fédéral et le Parlement).
2. Un rapport relatif à une future politique étrangère (concept de politique étrangère).

Développement

L'auteur renonce à développer son intervention, mais demande une réponse écrite.

Réponse du Conseil fédéral

1. La motion demande au Conseil fédéral de présenter un message pour un renforcement constitutionnel de la politique étrangère, notamment en ce qui concerne la délimitation des compétences entre le Conseil fédéral et le Parlement. Comme dans d'autres domaines de l'activité de l'Etat, la Constitution fédérale attribue la conduite des affaires étrangères aussi bien au Conseil fédéral qu'à l'Assemblée fédérale. Gouvernement et Parlement coopèrent ici également de façon continue par interpénétration permanente et interdépendance

réciproque. Ainsi, chaque organe constitutionnel agit selon sa fonction et ses propriétés spécifiques dans le processus de la politique étrangère. Le Conseil fédéral représente la Confédération vis-à-vis de l'étranger, il conclut les actes qui engendrent des obligations de droit international et veille aux intérêts de la Confédération au-dehors (article 102, chiffre 8, de la Constitution fédérale). L'Assemblée fédérale dispose de moyens efficaces de coopération dans le domaine des affaires étrangères grâce à ses compétences pour adopter toute mesure visant à la sûreté extérieure et au maintien de l'indépendance (article 85, chiffre 6, de la Constitution fédérale), grâce à son droit d'approbation des traités conclus avec les Etats étrangers (article 85, chiffre 5, de la Constitution fédérale) et grâce à ses pouvoirs étendus en matière législative, financière et de contrôle. L'Assemblée fédérale est associée largement à la formation de la volonté, avant tout lors de la définition des objectifs et des moyens fondamentaux de la politique étrangère ainsi que lors de questions de principe de politique étrangère et de décisions d'une grande portée.

Comme le Conseil fédéral l'a déjà relevé dans sa réponse à la motion Portmann du 7 février 1990 sur la collaboration des pouvoirs en matière de politique de sécurité et de traités internationaux de la Suisse, cette répartition constitutionnelle des compétences entre les organes de la Confédération dans le domaine des affaires étrangères a fait ses preuves, et c'est pour cette raison d'ailleurs qu'elle a été reprise par la Commission d'experts chargée de préparer une révision totale de la Constitution fédérale. La pratique des années passées a notamment démontré que l'ordre constitutionnel existant assure largement à l'Assemblée fédérale une marge d'influence efficace sur la politique étrangère. Par la loi fédérale du 19 mars 1976 sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales, lors des débats et de l'octroi des crédits-cadre périodiques de même que par l'exercice de son droit de contrôle, le Parlement a ainsi marqué de façon déterminante la politique suisse en matière d'aide au développement. L'Assemblée fédérale exercera une influence semblable dans le domaine de la coopération avec l'Europe centrale et orientale. Lors de la définition des rapports entre la Suisse et la Communauté européenne de même que pour les négociations sur un Espace économique européen, le Conseil fédéral a informé régulièrement l'Assemblée fédérale et ses commissions des affaires étrangères, et il a recherché une collaboration effective.

Il se pourrait cependant que, notamment dans le cadre de la réforme du Parlement ou en raison de l'évolution de nos relations avec la Communauté européenne, de nouveaux mécanismes de participation ou de contrôle parlementaire doivent être envisagés en matière de politique étrangère. Le Conseil fédéral estime pourtant encore prématuré, à l'heure actuelle, de soumettre à l'Assemblée fédérale un projet de révision constitutionnelle visant à réaménager les

compétences entre le Parlement et le gouvernement dans le domaine des relations extérieures.

2. La motion suggère en outre l'adoption de nouvelles dispositions constitutionnelles relatives à des objectifs de politique étrangère, en particulier à une coopération renforcée de la Suisse en Europe. La question de l'introduction de dispositions constitutionnelles fixant des programmes et des objectifs a été discutée notamment dans le cadre de la révision totale de la Constitution fédérale. Au sein de la Commission d'experts, pour les uns le projet présenté était trop abstrait et dépourvu de caractère normatif, pour les autres il était trop ponctuel et pas assez complet, ne correspondant pas au vaste domaine des problèmes de politique étrangère. Pour une concrétisation plus large et leur exécution, ces objectifs sont apparus trop liés à une politique spécifique menée au jour le jour et sans perspective sur des horizons nouveaux. De plus, déjà au sein de la Commission d'experts, aucun consensus pour fixer la direction dans laquelle on devrait conduire la politique étrangère future n'a pu être obtenu. C'est pourquoi, on renonça finalement à introduire une disposition sur les objectifs de la politique étrangère. Les autorités fédérales seraient à nouveau confrontées aux mêmes difficultés si elles devaient examiner à présent le problème de l'introduction de dispositions de programmes de politique étrangère dans la Constitution fédérale. D'ailleurs, les autorités fédérales auront à prendre dans un proche avenir toute une série de décisions importantes en matière de politique étrangère. En partie, le peuple et les cantons devront se prononcer sur ces décisions fondamentales. Dès lors, il ne se justifie nullement de charger en plus l'administration et le parlement d'élaborer et d'examiner un message relatif à la révision partielle du partage éprouvé des compétences dans le domaine de la politique étrangère ou concernant la fixation des objectifs de la politique étrangère dans la Constitution fédérale. Il s'avère suffisant que ces questions soient traitées dans le cadre d'un rapport sur la politique étrangère future. Si ultérieurement se fait sentir un besoin pressant d'introduire dans la Constitution des objectifs de politique étrangère, le Conseil fédéral peut en tenir compte dans le cadre des travaux pour une révision totale de la Constitution fédérale.

Eu égard aux considérations qui précèdent, le Conseil fédéral n'estime pas approprié de présenter à l'Assemblée fédérale un message en vue de créer de nouvelles bases constitutionnelles pour la politique étrangère suisse.

3. En revanche, le Conseil fédéral est prêt à soumettre à l'Assemblée fédérale un rapport sur la conception suisse de la politique étrangère au cours de cette décennie face aux défis complexes en matière politique, économique, écologique, démographique, militaire et sociale. Cependant, selon l'article 29, alinéa 1, du Règlement du Conseil national du 4 octobre 1974, la présentation d'un rapport n'est pas une mesure

- 4 -

qui peut être demandée sous la forme d'une motion. C'est davantage la forme du postulat qui est prévue ici. Le Conseil fédéral est prêt à accepter la motion sous la forme d'un postulat.

Déclaration du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

NATIONALRAT
Kommission für auswärtige
Angelegenheiten

Sitzung vom 30. Mai 1991

Dringliche Interpellation zur Europapolitik vom 30. Mai 1991

Da die EWR-Verhandlungen in die entscheidende letzte Phase gekommen sind, sollte das Parlament über die bisherigen Ergebnisse und deren Folgen informiert werden. Dies ist besonders wichtig, weil die Öffentlichkeit durch Des-^{teilweise} information verunsichert wurde. Der Bundesrat wird deshalb eingeladen, sich zu folgenden Fragen zu äussern:

1. Welches ist der neueste Stand der EWR-Verhandlungen und wie sind die vorliegenden Ergebnisse zu beurteilen?
2. Wie verhält sich der Bundesrat zur Forderung, den EWR-Vertrag als erwünschtes Zwischenziel zu einem mittelfristig anzustrebenden EG-Beitritt zu erklären?
3. Welche der folgenden Lösungen strebt der Bundesrat nach einem Scheitern der EWR-Verhandlungen für die Schweiz an:
 - Einreichung eines Gesuches zum EG-Vollbeitritt
 - Aufnahme von bilateralen Verhandlungen mit der EG
 - Alleingang mit rechtlichen Reformen in Richtung Europatauglichkeit?

CONSEIL NATIONAL
Commission des affaires étrangères

Séance du 30 mai 1991

Interpellation urgente du 30 mai 1991. Politique européenne

Les négociations relatives à l'EEE sont entrées dans leur phase ultime et décisive; le Parlement devrait être informé des résultats obtenus et de leurs implications. Cela est particulièrement important au regard de l'incertitude dans laquelle le public a été placé suite à une certaine désinformation. Le Conseil fédéral est dès lors invité à répondre aux questions suivantes :

1. Où en sont aujourd'hui les négociations sur l'EEE et comment les résultats obtenus doivent-ils être interprétés ?
2. Comment le Conseil fédéral réagit-il à la demande qui lui est faite de déclarer que le traité sur l'EEE constitue un objectif intermédiaire sur la voie de l'adhésion, à moyen terme, à la CE ?
3. Quelle solution pour la Suisse le Conseil fédéral privilégiera-t-il dans l'éventualité d'un échec des négociations sur l'EEE :
 - présenter une demande d'adhésion à la CE, à titre de membre à part entière;
 - entamer des négociations bilatérales avec la CE;
 - faire cavalier seul en procédant à des réformes juridiques visant la compatibilité avec le droit européen ?

NATIONALRAT

Wirtschaftskommission

Sitzung vom 28. Mai 1991

Dringliche Interpellation "Die Schweiz und Europa" vom
28. Mai 1991

Vieles deutet darauf hin, dass die Vorstellungen der Schweiz im Rahmen der EWR-Verhandlungen nicht vollumfänglich durchgesetzt werden können. Der Bundesrat wird eingeladen, folgende Fragen zu beantworten:

1. Auf welchen Gebieten hat die Schweiz ihre Vorstellungen in den EWR-Vertrag einbringen können?
2. Welche Sachgebiete haben am meisten Zugeständnisse gefordert?
3. Ist der Abschluss eines EWR-Vertrages für den Bundesrat ein Schritt auf dem Weg zum EG-Beitritt?
4. Welche Politik will der Bundesrat einschlagen, falls die EWR-Verhandlungen scheitern sollten?
5. Wie sieht der Bundesrat die weiteren Verhandlungen auf dem Gebiete der Transitverkehrspolitik?
6. Welches sind die agrarpolitischen Perspektiven im Falle eines Abschlusses des EWR-Vertrages?
7. Welches sind aufgrund der Verhandlungen der letzten Monate und vor dem möglichen Abschluss der EWR-Verhandlungen die europapolitischen Perspektiven der Schweiz?
8. Welches ist der Zeitrahmen
 - für die weiteren Verhandlungen und für den Vertragsabschluss
 - für die parlamentarische Beratung des EWR-Vertrages
 - für die Volksabstimmung?

CONSEIL NATIONAL

Commission des affaires économiques

Séance du 28 mai 1991

Interpellation urgente "La Suisse et l'Europe" du 28 mai 1991

Tout porte à croire que les conceptions de la Suisse dans le cadre des négociations sur l'EEE ne peuvent pas être totalement réalisées. Le Conseil fédéral est prié de répondre aux questions suivantes:

1. Dans quels domaines la Suisse a-t-elle pu faire admettre ses conceptions dans le traité EEE?
2. Quels domaines ont exigé le plus de concessions?
3. Est-ce que la conclusion d'un traité EEE est pour le Conseil fédéral un pas en avant sur le chemin d'une adhésion à la CEE?
4. Quelle politique adoptera le Conseil fédéral au cas où les négociations EEE devaient échouer?
5. Comment le Conseil fédéral envisage-t-il la poursuite des négociations dans le domaine du trafic de transit?
6. Quelles sont les perspectives de politique agricole dans le cas de la conclusion du traité EEE?
7. Quelles sont, sur la base des négociations EEE de ces derniers mois et avant leur conclusion possible, les perspectives de la politique européenne de la Suisse?
8. Quel est le calendrier
 - pour la suite des négociations et la conclusion du traité
 - pour les débats parlementaires relatifs au traité EEE
 - pour la votation populaire?



NATIONALRAT
 CONSEIL NATIONAL
 CONSIGLIO NAZIONALE

3003 Bern, den 27. März 1991

Kommission für auswärtige
 Angelegenheiten

An das Büro des
 Nationalrates
 Parlamentsgebäude

3003 Bern

Osteuropaseminar der Kommission für auswärtige Angelegenheiten (AAK)

Sehr geehrter Herr Nationalratspräsident,

Sehr geehrte Herren Büromitglieder,

Die aussenpolitische Kommission des Nationalrates hat an ihren Sitzungen vom 28. Januar und 20. März beschlossen, in der Zeit vom 7. - 12. Juli 1991 ein Seminar in Bulgarien und Ungarn abzuhalten. Ueber den ungefähren Umfang desselben orientiert Sie das beigelegte Grobprogramm.

Der Umbruch in Osteuropa nach über 40-jähriger kommunistischer Herrschaft der Unterdrückung weckt bei uns Hoffnungen für eine baldige demokratische Entwicklung in diesen Ländern. Auf dem Weg dazu sind Hilfsmassnahmen und politische Beiträge unseres Landes notwendig. Die Schweiz hat sich mit einem im Frühjahr 1990 vom Parlament verabschiedeten ersten Hilfspaket gegenüber einigen ausgewählten Ländern Osteuropas (vor allem Polen und Ungarn) rasch engagiert. In Vorbereitung steht ein zweites umfassendes Hilfsprogramm von ca. zwei Milliarden Franken für einen erweiterten Kreis von Empfängerländern, das noch dieses Jahr vom Bundesrat dem Parlament mit einer Botschaft unterbreitet werden soll. Genau in dieser Zwischenphase möchte sich die AAK aktiv einschalten. Sie möchte einerseits an Ort und Stelle in Erfahrung bringen, inwieweit schon angelaufene Hilfsprojekte der Schweiz gediehen sind und sich weiter entwickeln (Ungarn) und wo andererseits spezifische Bedürfnisse und Wünsche für Hilfeleistungen vorliegen (Bulgarien).

Durch Kontakte mit Parlamentariern, Regierungsvertretern und Fachleuten möchte die AAK den Stand der politischen und wirtschaftlichen Reformen in Erfahrung bringen und versuchen Antworten auf die Frage zu finden, wie die im Umbruch sich befindenden osteuropäischen Staaten in die demokratische Völkergemeinschaft Europas integriert werden können. Wichtig ist, abzuklären, wie die Förderung der Demokratisierung auf allen Gebieten des gesellschaftlichen Lebens (politische Infrastruktur, marktwirtschaftliche Instrumente, kulturelle Kontakte) in Osteuropa von der Schweiz aus unterstützt werden kann.

- 2 -

Wir zählen aus diesen Gründen auf das Verständnis des Büros für das Anliegen und Projekt unserer Kommission, welche sehr nahe am Puls des Geschehens steht und die sich als Spezialkommission auch besonders intensiv mit den entsprechenden Vorlagen zu befassen hat. In diesem Sinne hoffen wir auf eine grosszügige Auslegung der Weisungen des Büros vom 1. Juni 1990 (Reisen von Kommissionen ins Ausland), insbesondere auf Grund der Ausführungen im Artikel 10 derselben. Es kann davon ausgegangen werden, dass nicht alle Kommissionsmitglieder an dieser Reise teilnehmen. In Erwartung Ihrer baldigen Stellungnahme verbleiben wir

mit freundlichen Grüssen

Für die aussenpolitische Kommission
des Nationalrates
Der Präsident:

Martin Bundi

Beilage

Grobprogramm

Besuchte Länder

Bulgarien und Ungarn: Je zwei volle Tage Aufenthalt in den beiden Ländern

Hauptkriterium für Auswahl dieser beiden Länder: Ungarn hat schon einen weiten Weg in Richtung Demokratie zurückgelegt. In Bulgarien hingegen ist die Situation in vielen Bereichen noch nicht klar. Das gibt für unsere Kommission sehr interessante Vergleichsmöglichkeiten.

Tag 1

Gespräche mit

- Ausschüssen des Parlaments
- mit verschiedenen politischen Gruppierungen (auch ausserhalb des Parlaments)
- mit Regierungsvertretern

Tag 2

Besichtigungen ausserhalb der Hauptstädte

- Besichtigung eines schweizerischen Hilfsprojektes
- Kontakte mit Lokalbehörden.



Parlamentsdienste
Services du Parlement
Servizi del Parlamento

3003 Bern,
3003 Berne,
3003 Berna, den 24.5.1991

An die Mitglieder der
Kommission für auswärtige
Angelegenheiten des
Nationalrates

Aux membres de la Commission
des affaires étrangères
du Conseil national

Sitzung vom 29./30.5.1991, Punkt 6 der Tagesordnung
Séance des 29 et 30 mai 1991, point 6 de l'ordre du jour

In der Beilage finden Sie das provisorische Programm für
den Besuch in Bulgarien und Ungarn.

En annexe, vous trouverez le programme provisoire de la
visite en Bulgarie et en Hongrie.

Der Kommissionssekretär

Alfred Aebi

Geht an:

- Die Kommissionsmitglieder: Bundi, Auer, Bär, Bäumlin,
Bircher Silvio, Burckhardt, Cevey, Dietrich, Euler,
Frey Walter, Grassi, Grendelmeier, Loretan, Mühlemann,
Petitpierre, Portmann, Revaclier, Rohrbasser, Rychen,
Segmüller, Wyss Paul, Zbinden Paul, Ziegler (23)
- H. Woker, Politische Abteilung 1, EDA

PROVISORISCHES PROGRAMM DES BESUCHES DER KOMMISSION FÜR AUSWÄRTIGE
ANGELEGENHEITEN DES NATIONALRATES IN BULGARIEN UND IN UNGARN
(8.-13. JULI 1991)

B U L G A R I E N

Montag, 8 Juli 1991

- 13.40 Uhr Ankunft, Zimmerbezug im Hotel Sheraton
- 15.30 Uhr Besuch der Kathedrale "Al. Nevski"
- 16.00 Uhr Begegnung mit der Direktion der Grossen
Nationalversammlung
- 19.30 Uhr Empfang durch den Präsidenten der Grossen
Nationalversammlung, Nikolai Todorov, in der
Residenz Lozenetz

Dienstag 9. Juli 1991

- 09.00 Uhr Gespräch mit der Kommission für auswärtige
Angelegenheiten der Nationalversammlung
- 11.00 Uhr Gespräch mit dem Minister für auswärtige
Angelegenheiten, Viktor Valkov,
anschliessend Mittagessen
- 15.00 Uhr Gespräch mit dem Aussenwirtschaftsminister
- 16.30 Uhr Begegnung mit dem Präsidenten des Ministerrates,
Dimitar Popov
- 18.00 Uhr Begegnung mit dem Präsidenten der Republik,
Dr. Léliu Jelev
- Abend zur Verfügung der Schweizer Botschaft

Mittwoch 10 Juli 1991

- 09.00 Uhr Gespräch mit der Gesetzgebungskommission
- 10.00 Uhr Gespräch mit der Verfassungskommission
- 11.00 Uhr Gespräch mit der Kommission für nationale
Sicherheit
- 12.00 Uhr Gespräch mit der Kommission für
Wirtschaftspolitische Fragen
- Mittagessen
- 15.00 Uhr Begegnung mit dem Bürgermeister von Sofia,
Alexandre Karakachanov

- 2 -

16.00 Uhr Begegnung mit dem Director der "Agence d'aides
étrangères", M. Petko Simeonov

19.15 Uhr Abfahrt zum Flughafen von Sofia

20.35 Uhr Abflug nach Budapest - MA 831

Ankunft in Budapest
Hotelbegegnung (Hotel Forum)

U N G A R NDonnerstag, 11. Juli 1991

- Kontakte in Budapest mit Parlamentariern und Behörden je nach Verfügbarkeit (hiesige Parlamentsferien)
- Am Abend Empfang in der Schweizer Botschaft mit Besichtigung des Dokumentations- und Begegnungszentrums für Gymnasiallehrerkräfte (Rahmenkredit).

Freitag 12. Juli 1991

- Studienreise in den Raum des Donauknies (total 110 km)
 - Einblick in die Bedürfnisse Ungarns mit Schwergewicht Umwelt (Stadt Dorog). Wenn möglich Kontakte mit Lokalbehörden. Besichtigung einer in der Schweiz hergestellten Anlage zur Verbrennung giftiger Abfälle. Besuch von Esztergom (Erzbischofsitz) via Visegrad, Szentendre. Fahrt entlang sistertem Donau-Dammprojekt Nagymaros.

Samstag, 13. Juli 1991Vormittag

Präsentation des aus dem ersten Rahmenkredit mit Fr. 500'000 mitfinanzierte Projektes zur Unterstützung der ungarischen Polizei

Rückflug am Samstagnachmittag mit Malev 566.

- Budapest ab 15.25 Uhr
- Zurich an 18.55 Uhr

Die Besichtigung des BIGA-Projektes Miskolc kann nicht erfolgen, da eine sechsstündige Busfahrt erforderlich wäre.

PROGRAMME PROVISoire DE LA VISITE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES
ETRANGERES DU CONSEIL NATIONAL EN BULGARIE ET EN HONGRIE
(8.-13. JUILLET 1991)

B U L G A R I E

Lundi 8 juillet 1991

- 13h40 Arrivée. Accueil à l'aéroport de Sofia
installation à l'hôtel Sheraton
- 15h30 Visite à la Cathédrale-monument "Al. Nevski"
- 16h00 Rencontre avec la direction de la Grande
Assemblée nationale (salle Ouest)
- 19h30 Réception offerte par le Président de la Grande
Assemblée nationale Nikolay Todorov (résidence
Lozenetz)

Mardi 9 juillet 1991

- 09h00 Rencontre et entretien avec la Commission de la
politique étrangère (Assemblée nationale - salle
Ouest)
- 11h00 Rencontre avec le ministre des affaires
étrangères Victor Valkov
(Ministère des affaires étrangères)
Déjeuner (en cercle étroit)
- 15h00 Rencontre avec le ministre des relations
économiques extérieures
- 16h30 Visite chez le Président du Conseil des Ministres
Dimitar Popov
- 18h00 Visite chez le Président de la République
Dr. Léliu Jeleu
- Soirée à la disposition de l'Ambassade de Suisse

Mercredi 10 juillet 1991

- 09h00 Rencontre avec la Commission législative
- 10h00 Rencontre avec la Commission pour l'élaboration
du projet de la Constitution de la Bulgarie
- 11h00 Rencontre avec la Commission de la sécurité
nationale
- 12h00 Rencontre avec la Commission de la politique
économique
- Déjeuner ./.

- 2 -

15h00	Rencontre avec le Maire de la ville de Sofia Alexandre Karakachanov
16h00	Rencontre avec le Directeur de l'Agence d'aides étrangères M. Petko Simeonov
19h15	Départ pour l'aéroport de Sofia
20h35	Départ pour Budapest - MA 831
	Arrivée à Budapest (Hôtel Forum)

H O N G R I EJeudi 11 juillet 1991

- Contacts à Budapest avec des parlementaires et des autorités selon leur disponibilité (période de vacances parlementaires)
- Le soir, réception à l'Ambassade de Suisse et visite du centre de documentation et de rencontres des futurs professeurs de gymnase (crédit cadre).

Vendredi 12 juillet 1991

- Voyage d'étude dans la région du coude du Danube (total 110 km)
 - Aperçu des besoins de la Hongrie principalement en ce qui concerne l'environnement (Ville Dorog). Si possible, contacts avec les autorités locales. Visite d'une station - construite en Suisse - d'incinération des déchets toxique. Visite d'Eszetergom (siège archiépiscopal) via Visegrad, Szentendre. Excursion le long du projet de barrage - actuellement en suspens - sur le Danube à Nagymaros.

Samedi 13 juillet 1991Le matin

Présentation d'un projet d'aide à la police hongroise grâce à un cofinancement de frs 500'000.- provenant du premier crédit-cadre

Retour le samedi après-midi avec le vol Matev 566.

- Départ de Budapest à 15h25
- Arrivée à Zurich à 18h55

La visite de projet de l'¹⁰FIAMT à Miskolc ne peut avoir lieu, car un voyage en bus d'une durée de six heures aurait été nécessaire.

Nationalrat

<p>Vom BUNDESRAT am - 8. MAI 1991 gutgeheissen <i>De</i></p>
--

Schriftliche Beantwortung

91.3082 Postulat der Kommission für auswärtige Angelegenheiten
vom 20. März 1991
Beitrag der Schweiz zur Friedensregelung im Nahen und
Mittleren Osten

Der Bundesrat wird eingeladen, in einem kurzen Bericht an das Parlament darzulegen, welchen Beitrag und was für Initiativen die Schweiz beim Wiederaufbau und bei der Friedensregelung im Nahen und Mittleren Osten, unter anderem auch im Rahmen der friedenserhaltenden Aktionen der UNO, leisten oder ergreifen könnte.

Begründung

Die Verfasserin des Postulates verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Antwort des Bundesrates

Der Bundesrat hatte im Laufe der vergangenen Monate wiederholt Gelegenheit, die Möglichkeiten und Initiativen der Schweiz beim Wiederaufbau und bei einer Friedensregelung im Nahen Osten darzulegen; so namentlich in der Antwort auf die Interpellation der Christlich-demokratischen Fraktion vom 21. Januar 1991 zum Golfkonflikt, in derjenigen auf das Postulat Dietrich vom 23. Januar desselben Jahres betreffend eine internationale Konferenz und derjenigen auf die Motion Bäumlin über eine neue schweizerische Politik im Mittleren Osten.

Was die Massnahmen des Bundesrates zur Errichtung eines stabilen und dauerhaften Friedenssystems in dieser Region betrifft, ist er davon überzeugt, dass die Probleme im Nahen Osten in erster Linie von den dortigen Völkern selbst gelöst werden müssen. Dennoch

- 2 -

wird die Schweiz weiterhin versuchen, im Rahmen ihrer traditionellen Politik der Disponibilität den Dialog unter allen beteiligten Parteien zu fördern. In diesem Sinne wurde wiederholt das Angebot erneuert, auf Schweizer Boden multilateralen Konferenzen und Begegnungen Gastrecht zu gewähren.

Gleichzeitig verfolgt der Bundesrat äusserst aufmerksam die Entwicklung in dieser Region und prüft alle Möglichkeiten, wo sich die Schweiz für eine Friedensregelung engagieren könnte. Auf Grund dieser Ueberlegungen hat der Bundesrat auch dem Ersuchen des Generalsekretärs der Vereinten Nationen stattgegeben und der Berufung von Botschafter Brunner zum Sondervertreter für den Nahen Osten zugestimmt.

Im Bestreben, den durch die wirtschaftlichen und sozialen Auswirkungen der Sanktionen gegen den Irak am meisten betroffenen Ländern zu helfen, stellt die Schweiz Aegypten, Jordanien und der Türkei eine Wirtschaftshilfe von 130 Mio. SFr. zur Verfügung. Diese Hilfe erfolgt im multilateralen Rahmen. Ausserdem ist in der gegenwärtigen Nachkriegsphase eine gesamthafte Strategie für den Wiederaufbau und die Entwicklung der ganzen Region ins Auge zu fassen. Der Bundesrat beabsichtigt, auch diesbezügliche Anstrengungen im multilateralen Rahmen zu unterstützen.

Neben einem Hilfsprogramm für die Kurden im türkisch-irakischen und iranisch-irakischen Grenzbereich hat das Schweizerische Katastrophenhilfekorps (SKH) auch eine Abklärungsmission in Kuwait durchgeführt. Es wird Kuwait beim Wiederaufbau im medizinischen Bereich behilflich sein.

Was die Unterstützung der Aktionen der UNO betrifft, hat der Bundesrat am 17. April beschlossen, der neu geschaffenen friedenserhaltenden Operation der Vereinten Nationen im Grenzbereich Irak-Kuwait (UNIKOM) zwei Pilatus Porter mit Besatzung als logis-


- 3 -

tische Unterstützung zur Verfügung zu stellen. Diese beiden Flugzeuge werden seit dem 23. April für die Ueberwachung der entmilitarisierten Zone entlang der irakisch-kuwaitischen Grenze sowie für den Transport von Personen und Fracht eingesetzt. Die Schweiz hat die UNO im weiteren wissen lassen, dass sie bereit wäre, Militärbeobachter für die UNIKOM zur Verfügung zu stellen. Sie hat der UNO auch die Entsendung von Nuklear- und C-Waffen-Experten für die Verifikation der Abrüstung und Zerstörung der Massenvernichtungswaffen Iraks angeboten.

Diese Beiträge reihen sich ein in eine Serie von Massnahmen, die der Bundesrat bereits früher beschlossen hat. So stellt die Schweiz unter anderem seit 1967 der Organisation der Vereinten Nationen zur Ueberwachung des Waffenstillstandes im Nahen Osten (UNTSO) ein Flugzeug mit Besatzung zur Verfügung. Im Rahmen dieser Organisation stehen seit April vergangenen Jahres auch fünf Schweizer Militärbeobachter in Aegypten, Israel, Libanon, Jordanien und Syrien im Einsatz. Die Interimstruppe der Vereinten Nationen in Libanon (UNIFIL) und die UNO-Friedenssicherungstruppen in Zypern (UNFICYP) erhalten finanzielle Unterstützung, die in diesem Jahr 5,5 Mio. Franken beträgt.

Erklärung des Bundesrates

Der Bundesrat beantragt, das Postulat anzunehmen und es abzuschreiben.

Approuvé par le CONSEIL FÉDÉRAL le - 8. MAI 1991 
--

Conseil nationalRéponse écrite

91.3082 Postulat de la Commission des affaires étrangères
 du 20 mars 1991
 Contribution de la Suisse aux efforts de paix dans le
 Proche et Moyen-Orient

Le Conseil fédéral est invité à présenter au Parlement, dans un bref rapport, quelles interventions la Suisse pourrait accomplir, et quelles initiatives elle pourrait entreprendre, pour la reconstruction et le rétablissement de la paix au Proche et Moyen-Orient, ceci également dans le cadre des actions de maintien de la paix de l'ONU.

Développement

L'auteur renonce à développer son intervention, mais demande une réponse écrite.

Réponse du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral a eu à diverses reprises l'occasion au cours de ces derniers mois de préciser les possibilités et initiatives de la Suisse en matière de reconstruction et de solution pacifique au Proche-Orient. Il en a été ainsi lors de la réponse à l'interpellation de la fraction démocrate-chrétienne sur le conflit du Golfe du 21 janvier 1991, lors de celle au postulat Dietrich concernant une conférence internationale du 23 janvier 1991 et lors de celle à la motion Bäumlín relative à une nouvelle politique suisse au Moyen-Orient.

Pour ce qui a trait à l'établissement d'une paix durable dans cette région, le Conseil fédéral est persuadé que la solution des problèmes qu'elle connaît est avant tout l'affaire des populations qui s'y trouvent. La Suisse continuera cependant à s'efforcer d'encourager le dialogue entre toutes les parties concernées, conformément à sa traditionnelle politique de disponibilité. L'offre répétée d'accueil sur sol suisse de conférences internationales et de rencontres diverses a été faite dans ce sens.

Parallèlement, le Conseil fédéral suit avec beaucoup d'attention les développements dans cette région et examine toutes les possi-

bilités où la Suisse pourrait être utile à une solution pacifique. Ces réflexions sont à la base de l'accueil favorable réservé par le Conseil fédéral à la demande du Secrétaire général des Nations Unies et à son accord concernant la mise à disposition de l'Ambassadeur Brunner comme Représentant spécial pour le Proche-Orient.

Soucieuse d'aider les Etats les plus touchés sur les plans économique et social par les effets des sanctions contre l'Irak, la Suisse accorde une aide économique de 130 millions de francs à l'Egypte, la Jordanie et la Turquie. Cette aide prend place dans un cadre multilatéral. Il convient en outre de considérer une stratégie d'ensemble pour la reconstruction et le développement de toute la région dans cette période d'après-guerre. Il est dans l'intention du Conseil fédéral d'appuyer les efforts entrepris dans ce sens de façon multilatérale.

En plus d'un programme d'aide aux Kurdes dans les régions frontalière turquo-irakienne et irano-irakienne, le Corps suisse d'aide en cas de catastrophes (ASC) a effectué une mission d'évaluation au Koweït. Il accordera son aide à la reconstruction de cet Etat dans le domaine médical.

En ce qui concerne les actions de l'ONU, le Conseil fédéral a décidé le 17 avril de mettre à disposition de la nouvelle opération de maintien de la paix des Nations Unies dans la zone frontalière Irak-Koweït (UNIKOM) un appui logistique consistant en deux Pilatus Porter et leur équipage. Ces deux appareils servent depuis le 23 avril à la surveillance de la zone démilitarisée le long de la frontière irako-koweïtienne, ainsi qu'au transport de personnes et de marchandises. La Suisse a en outre fait savoir à l'ONU qu'elle serait prête à mettre à disposition de l'UNIKOM des observateurs militaires. Elle a aussi offert à l'ONU d'envoyer des experts en matière d'armes nucléaires et chimiques pour la vérification du désarmement et de la liquidation des armes de destruction massive irakiennes.

Ces contributions s'insèrent dans une série de mesures déjà décidées précédemment par le Conseil fédéral. Ainsi, la Suisse met

depuis 1967 un avion et son équipage à disposition des Nations Unies pour la surveillance du cessez-le-feu au Proche-Orient (UNTSO). Cinq observateurs militaires suisses sont engagés dans le cadre de cette organisation depuis avril 1990 en Egypte, Israël, au Liban et en Syrie. Les Forces intérimaires des Nations Unies au Liban (UNIFIL) et la Troupe de maintien de la paix de l'ONU à Chypre (UNFICYP) reçoivent une contribution financière qui s'élève cette année à 5,5 millions.

Déclaration du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat et de le classer.